

BANQUE HSBC CANADA
RAPPORT INTERMÉDIAIRE DU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

- Le bénéfice du trimestre clos le 31 mars 2013 s'est élevé à 189 millions de dollars, ce qui traduit une baisse de 14 % en regard de celui de la période correspondante de 2012.
- Le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 171 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013, ce qui représente une diminution de 15 % en regard de celui du même trimestre de 2012.
- Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 16,3 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 19,8 % pour la même période de 2012.
- Le ratio d'efficacité s'est amélioré, s'établissant à 45,0 % pour le trimestre clos le 31 mars 2013, contre 50,5 % pour le trimestre correspondant de 2012.
- Le total des actifs se chiffrait à 84,4 milliards de dollars au 31 mars 2013, contre 80,7 milliards de dollars au 31 mars 2012.
- Le total des actifs sous administration atteignait 20,4 milliards de dollars au 31 mars 2013, en hausse par rapport aux 18,3 milliards de dollars inscrits au 31 mars 2012.
- Le ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 s'établissait à 11,1 %, celui du capital de catégorie 1 se situait à 13,9 % et le ratio du capital total était de 15,9 % au 31 mars 2013. Ces ratios ont été calculés conformément aux lignes directrices réglementaires et aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III qui ont été adoptées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013.

Profil

La Banque HSBC Canada, filiale de la société HSBC Holdings plc, est le chef de file des banques internationales au Canada. Avec un actif de 2 681 milliards de \$US au 31 mars 2013, le Groupe HSBC, qui compte environ 6 600 bureaux répartis dans plus de 80 pays et territoires, se classe parmi les consortiums de services bancaires et financiers les plus importants au monde.

Table des matières

2	Profil
3	Renseignements à l'intention des actionnaires
3	Mise en garde concernant les énoncés prospectifs
4	Rapport de gestion
4	Faits saillants financiers
5	Base d'établissement de l'information financière
5	Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS
6	Aperçu
6	Analyse des résultats financiers consolidés du premier trimestre de 2013
9	Analyse des résultats financiers consolidés du premier trimestre de 2013 par groupe de clients
15	Sommaire trimestriel des comptes consolidés résumés de résultat (non audité)
15	Méthodes comptables critiques et incidence des estimations et de l'exercice du jugement
16	Instruments financiers incluant les arrangements hors bilan
16	Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière
17	Transactions entre parties liées
17	Actions et titres en circulation
18	Cotes de crédit
18	Gestion des risques
23	Capital
25	États financiers (non audité)
32	Notes afférentes aux états financiers (non audité)

© Banque HSBC Canada 2013

Tous droits réservés

Toute reproduction, transmission ou mise en mémoire de cette publication sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, par photocopie, par enregistrement ou autre, est interdite sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Banque HSBC Canada.

Publié par Banque HSBC Canada, Vancouver

Imprimé par Western Printers, Burnaby

DATES DE VERSEMENT DES DIVIDENDES ET DES DISTRIBUTIONS :

Les dates d'inscription et de versement des dividendes sur les actions privilégiées de la banque, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, sont les suivantes :

2013

<u>Date d'inscription</u>	<u>Date de versement</u>
14 juin	30 juin
13 septembre	30 septembre
13 décembre	31 décembre

2014

<u>Date d'inscription</u>	<u>Date de versement</u>
14 mars	31 mars

Les dates de distribution se rapportant aux titres HSBC HaTS sont le 30 juin et le 31 décembre.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX :

Vancouver :

Banque HSBC Canada
885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télé. : 604-641-3098

Toronto :

Banque HSBC Canada
70 York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9
Tél. : 416-868-8000
Télé. : 416-868-3800

DEMANDES DES MÉDIAS :

Vancouver (en anglais) 604-641-2973
Toronto (en anglais) 416-868-3878
Toronto (en français) 416-868-8282

ADRESSE INTERNET :

www.hsbc.ca

AUTRES RENSEIGNEMENTS :

Les documents d'information continue de la banque, y compris ses documents intermédiaires et annuels, sont disponibles sur son site et sur celui des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com.

LES TITRES DE LA BANQUE HSBC CANADA SONT INSCRITS À LA BOURSE DE TORONTO :

Banque HSBC Canada
Actions privilégiées de catégorie 1, Série C (HSB.PR.C)
Actions privilégiées de catégorie 1, Série D (HSB.PR.D)
Actions privilégiées de catégorie 1, Série E (HSB.PR.E)

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES :

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Shareholder Service Department
9th Floor, 100 University Avenue
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1

Tél. : 1-800-564-6253

PERSONNES-RESSOURCES :

Les actionnaires doivent aviser notre agent des transferts, Services aux investisseurs Computershare Inc., par écrit, de tout changement d'adresse.

Pour toute demande de renseignements, les actionnaires doivent s'adresser au service des Relations avec les actionnaires, par écrit :

Banque HSBC Canada
Shareholder Relations – Finance Department
4th Floor
2910 Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2

Service des relations avec les actionnaires :

Chris Young 604-642-4389
Harry Krentz 604-641-1013

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs, dont des énoncés concernant les activités de la Banque HSBC Canada et les actions qu'elle prévoit poser. Ces énoncés peuvent être reconnus par le fait qu'ils ne sont pas formellement liés à des faits passés ou actuels. En outre, ils comportent souvent des mots ou des expressions comme « s'attendre à », « estimer », « prévoir », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier », « être d'avis que » et d'autres mots ou expressions similaires relatifs aux exposés sur son rendement financier et opérationnel futur. Par leur nature même, ces énoncés nous amènent à poser plusieurs hypothèses et comportent un certain nombre de risques inhérents et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des résultats prévus. Nous vous recommandons de ne pas vous fier indûment à ces énoncés car nos résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans les énoncés prospectifs en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Parmi ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont les effets sont difficiles à prévoir, figurent le risque lié à la gestion du capital, le risque de crédit, les risques de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque lié à la structure et le risque opérationnel. Ces facteurs de risque sont tous décrits sous la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans notre Rapport et états financiers annuels 2012. Parmi les autres facteurs de risque, citons l'incidence des changements apportés aux lois et aux règlements, y compris ceux ayant trait à la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* et aux règlements édictés et qui seront édictés aux termes de cette loi, aux normes mondiales du Comité de Bâle sur la supervision bancaire liées à la réforme visant le capital et les liquidités et à la réforme concernant les dérivés hors cote au Canada; les changements d'ordre technologique et les mesures de protection; l'évolution des marchés financiers internationaux; l'effet des modifications aux politiques monétaires et économiques des gouvernements; les fluctuations des taux d'intérêt; les taux d'inflation; et la conjoncture commerciale et économique générale prévalant sur les marchés au Canada et dans les régions où la banque exerce ses activités. L'industrie bancaire canadienne est un milieu très concurrentiel et des pressions sur notre marge nette d'intérêts peuvent être dues aux mesures prises individuellement par les banques ou d'autres institutions financières. Les fluctuations économiques peuvent également influencer les marchés boursiers et des changes et, par conséquent, nos revenus. Veuillez noter que la liste de facteurs de risque énumérés ci-dessus n'est pas exhaustive et que d'autres incertitudes et des facteurs de risque éventuels qui n'y ont pas été indiqués pourraient également avoir des répercussions négatives sur la situation et les résultats financiers de la banque. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document n'est valable qu'à la date de ce dernier. La banque n'est nullement tenue, et rejette expressément une telle obligation, de mettre à jour ou de modifier les énoncés prospectifs et les hypothèses, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Rapport de gestion

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013	31 mars 2012	31 décembre 2012
Pour la période (en millions de dollars)			
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	269	290	218
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	584	681	526
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	171	201	137
À la clôture de la période (en millions de dollars)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires.....	5 218	4 958	5 146
Prêts et avances à des clients (déduction faite des comptes de correction de valeur).....	46 003	45 395	45 572
Comptes des clients.....	48 184	47 037	48 304
Mesures du capital ¹⁾			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%).....	11,1	–	–
Ratio du capital de catégorie 1 (%).....	13,9	13,2	13,8
Ratio du capital total (%).....	15,9	15,6	16,0
Ratio actifs/fonds propres.....	14,1	13,2	13,1
Actifs pondérés en fonction des risques (en millions de dollars).....	36 171	36 460	36 668
Ratios de rendement (%) ²⁾			
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.....	16,3	19,8	12,9
Rendement après impôt de la moyenne du total des actifs.....	0,82	0,99	0,66
Rendement après impôt de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques ¹⁾	1,9	2,2	1,5
Ratios de couverture du crédit (%)			
Charges de dépréciation liées aux prêts en pourcentage du total du résultat opérationnel.....	9,6	7,0	6,3
Charges de dépréciation liées aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant brut des avances et acceptations à des clients.....	0,4	0,4	0,3
Total des comptes de correction de valeur en cours en pourcentage du total des prêts douteux et des acceptations à la clôture de la période.....	50,1	64,0	58,6
Ratios d'efficacité et de la composition des produits (%) ²⁾			
Ratio d'efficacité.....	45,0	50,5	52,9
Ratio d'efficacité ajusté.....	44,8	49,5	52,6
En pourcentage du total du résultat opérationnel :			
- Produits d'intérêts nets.....	57,5	58,4	66,2
- Produits de commissions nets.....	25,0	21,0	29,3
- Produits de négociation nets.....	9,8	5,9	8,6
Ratios financiers (%) ²⁾			
Ratio des avances à des clients aux comptes des clients.....	95,5	96,5	94,3
Moyenne du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la moyenne du total des actifs.....	6,2	6,2	6,2
Total des actifs sous administration (en millions de dollars) ²⁾			
Fonds sous gestion.....	19 290	17 294	18 327
Biens en garde.....	1 121	961	1 133
Total des actifs sous administration.....	20 411	18 255	19 460

1 Depuis le 1^{er} janvier 2013, les informations exigées par les organismes de réglementation sont établies conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III. Les données correspondantes des périodes de 2012 n'ont pas été retraitées et ont été calculées selon les normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent document pour obtenir d'autres informations au sujet de l'adoption des normes précitées de Bâle III.

2 Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

Rapport de gestion (suite)

Base d'établissement de l'information financière

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme étant le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ». Le rapport de gestion est en date du 8 mai 2013, date à laquelle son conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés non audités et le rapport de gestion du premier trimestre de 2013.

La banque établit ses états financiers consolidés non audités conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont tirés des états financiers consolidés non audités ou de l'information qui a servi à les préparer. Le symbole « \$ » désigne le dollar canadien. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Dans le présent rapport de gestion, toute mention des notes renvoie aux notes afférentes aux états financiers consolidés non audités du premier trimestre clos le 31 mars 2013.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour mesurer son rendement, la banque recourt à certaines mesures financières non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS ne sont pas définies par les IFRS et n'ont pas de sens normalisé qui assurerait leur uniformité et leur comparabilité entre les sociétés qui les utilisent. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes figurent tout au long du présent document et se définissent comme suit :

- *Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires* – Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, ce qui est calculé à l'aide des soldes de fin de mois de ces capitaux propres de la période.
- *Rendement après impôt de la moyenne des actifs* – Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par la moyenne des actifs, ce qui est calculé à l'aide des soldes moyens quotidiens de la période.
- *Rendement après impôt de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques* – Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par les soldes mensuels moyens des actifs pondérés en fonction des risques de la période. Les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés en accord avec les lignes directrices énoncées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III (2012 : les actifs pondérés en fonction des risques ont été calculés en accord avec les lignes directrices émises par le BSIF conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle).
- *Ratio d'efficacité* – Calculé en divisant le total des charges opérationnelles de la période par le résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.
- *Ratio d'efficacité ajusté* – Ratio d'efficacité ajusté de façon à exclure les profits et pertes liés aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur du résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts.
- *Produits d'intérêts nets, produits de commissions nets et produits de négociation nets en pourcentage du total du résultat opérationnel* – Produits d'intérêts nets, produits de commissions nets et produits de négociation nets de la période divisés par le résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.
- *Ratio des avances à des clients aux comptes des clients* – Prêts et avances à des clients divisés par les comptes des clients, ce qui est calculé à l'aide des soldes à la clôture de la période.
- *Moyenne du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la moyenne du total des actifs* – La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires est calculée à l'aide des soldes de fin de mois du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la période et la moyenne du total des actifs est calculée en utilisant les soldes moyens quotidiens de la période.

Rapport de gestion (suite)

- *Actifs sous administration* – Actifs administrés par la banque au nom de ses clients. La banque n'inscrit pas ces actifs dans son état consolidé de la situation financière étant donné que ses clients en sont les propriétaires véritables.
- *Actifs liquides* – Actifs qui comprennent des placements financiers de qualité supérieure et des conventions de revente dont un certain montant a été donné en garantie de passifs constatés et d'obligations éventuelles relatives à des systèmes de compensation de dépôts et de règlement.

Aperçu

La Banque HSBC Canada a enregistré un bénéfice de 189 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui traduit une baisse de 30 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à celui dégagé à la même période de 2012, et une hausse de 35 millions de dollars, ou 23 %, en regard de celui du quatrième trimestre de 2012. Le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 171 millions de dollars pour le premier trimestre de 2013, une diminution de 30 millions de dollars, ou 15 %, en regard de celui du premier trimestre de 2012, et une augmentation de 34 millions de dollars, ou 25 %, comparativement à celui du quatrième trimestre de 2012.

Les résultats du premier trimestre de 2012 tenaient compte d'un profit de 84 millions de dollars réalisé sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice et d'une charge de restructuration de 36 millions de dollars découlant essentiellement de la réduction progressive des activités liées au secteur du crédit à la consommation. Exclusion faite de l'incidence de ces éléments et de leurs répercussions sur la charge d'impôt sur le résultat, le bénéfice a augmenté de 17 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à celui dégagé au cours de la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des charges opérationnelles qu'ont permise une gestion rigoureuse des coûts et la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables. La montée des profits sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente et la hausse des produits de négociation en raison d'un changement de méthode d'évaluation des dérivés ont également contribué à l'augmentation du bénéfice. Celle-ci a été partiellement contrebalancée par une réduction des produits d'intérêts nets imputable au recul des soldes moyens des prêts de détail et des prêts à la consommation à la suite de la réorientation stratégique de ces secteurs et aux pressions continues qu'une conjoncture de faiblesse prolongée des taux d'intérêt a exercées sur la marge nette d'intérêts.

Les résultats du quatrième trimestre de 2012 tenaient compte d'une charge de 42 millions de dollars résultant de la réduction de la valeur d'un immeuble de placement. Exclusion faite de cette charge, le bénéfice du premier trimestre de 2013 a dépassé de 66 millions de dollars celui du trimestre précédent en raison principalement de l'augmentation des profits sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente, ce qui a été atténué par la hausse des provisions spécifiques relatives aux expositions au crédit commercial, et ce, plus particulièrement, dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier.

Commentant les résultats, Paulo Maia, président et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a déclaré :

« Nous avons démarré 2013 en force grâce à l'accent que nous avons mis sur la croissance de nos secteurs d'activité de base et le resserrement des liens avec notre clientèle ainsi qu'à l'amélioration continue de l'efficacité de nos activités au Canada, ce qui s'inscrit dans la stratégie mondiale de la HSBC. Notre réussite provient de notre capacité à permettre aux entreprises et aux particuliers du Canada qui sont tournés vers l'international de tirer parti d'occasions partout dans le monde. »

Analyse des résultats financiers consolidés du premier trimestre de 2013

Produits d'intérêts nets

Les *produits d'intérêts nets* du premier trimestre de 2013 se sont établis à 336 millions de dollars, une baisse de 62 millions de dollars, ou 16 %, comparativement à ceux du premier trimestre de 2012, et un repli de 12 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de ce même exercice. Les baisses sont essentiellement imputables au recul des soldes moyens des prêts de détail et des prêts à la consommation à la suite de la réorientation stratégique de ces secteurs et aux pressions continues qu'une conjoncture de faiblesse prolongée des taux d'intérêt a exercées sur la marge nette d'intérêts.

Rapport de gestion (suite)

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Facilités de crédit	63	56	63
Fonds sous gestion	33	29	33
Services à l'égard des comptes	20	21	20
Cartes de crédit	14	13	22
Programme Immigrants Investisseurs	8	15	8
Services de paiement	8	7	8
Financement des entreprises	5	8	12
Commissions de courtage	4	4	4
Assurance	4	5	4
Financement commercial des importations et des exportations	3	3	2
Commissions de fiduciaire	1	1	1
Autres	3	6	1
Produits de commissions	166	168	178
Moins les charges de commissions	(20)	(25)	(24)
Produits de commissions nets	146	143	154

Les *produits de commissions nets* du premier trimestre de 2013 se sont chiffrés à 146 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou 2 %, en regard de ceux inscrits au premier trimestre de 2012, et en baisse de 8 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du quatrième trimestre de 2012. La hausse enregistrée par rapport au même trimestre de l'exercice précédent s'explique par l'accroissement des facilités de crédit commerciales autorisées et des fonds sous gestion. Quant à la baisse par rapport au trimestre précédent, elle est principalement attribuable à une réduction des produits de commissions associés aux frais de cartes de crédit à cause du repli du volume de transactions et au recul des commissions tirées du financement des entreprises.

Produits de négociation nets

Les *produits de négociation nets* du premier trimestre de 2013 se sont chiffrés à 57 millions de dollars, en hausse de 17 millions de dollars, ou 43 %, en regard de ceux constatés au premier trimestre de 2012, et de 12 millions de dollars, ou 27 %, comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2012. L'augmentation des produits de négociation nets par rapport au premier et quatrième trimestres de 2012 est attribuable au changement de méthode d'estimation à l'égard des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des contrats dérivés qui a été apporté afin de refléter l'évolution des pratiques en usage sur le marché. L'augmentation a également résulté de la hausse des volumes de transactions sur des produits de change pour le compte de clients à l'échelle internationale et de l'amélioration du rendement des produits liés aux taux et des produits de crédit. Les produits de négociation nets du premier trimestre de 2012 tenaient compte de pertes causées par la contraction des écarts de taux sur la valeur comptable de nos propres instruments de créance classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Perte nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur	(3)	(14)	(3)
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	35	17	4
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s	13	13	(26)
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail	–	84	4
Autres éléments de produits	45	100	(21)

Rapport de gestion (suite)

La *perte nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur* du premier trimestre de 2013 a été de 3 millions de dollars, comparativement à 14 millions de dollars au premier trimestre de 2012, et n'a pas varié par rapport au quatrième trimestre de 2012. La banque désigne certaines débetures subordonnées comme devant être constatées à la juste valeur. Les produits et les charges découlent principalement du fait que l'élargissement ou le rétrécissement des écarts de taux diminue ou augmente, selon le cas, la juste valeur de ces débetures subordonnées.

Les *profits diminués des pertes liés aux placements financiers* se sont chiffrés à 35 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en hausse de 18 millions de dollars et de 31 millions de dollars comparativement à ceux du premier et du quatrième trimestres de 2012, respectivement. Les hausses des profits diminués des pertes liés aux placements financiers sont imputables à l'augmentation des profits sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente qu'ont permises les activités de gestion du bilan.

Les *autres produits/(charges) opérationnel(le)s* du premier trimestre de 2013 ont été de 13 millions de dollars, soit le même montant qu'au premier trimestre de 2012, mais en hausse de 39 millions de dollars en regard de ceux du quatrième trimestre de 2012. Le montant constaté dans le dernier trimestre de l'exercice précédent tenait compte d'une charge de 42 millions de dollars résultant de la réduction de la valeur d'un immeuble de placement.

Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail. La vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail a été conclue le 1^{er} janvier 2012 et a généré un profit de 84 millions de dollars, déduction faite des actifs sortis et des coûts qui y étaient directement liés. Au quatrième trimestre de 2012, la banque a satisfait à certaines conditions relatives à la vente de cette division, ce qui a fait en sorte que nous avons constaté une hausse de 4 millions de dollars de ce profit.

Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* du premier trimestre de 2013 se sont chiffrées à 56 millions de dollars, s'étant alourdies de 8 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à celles du premier trimestre de 2012 et de 23 millions de dollars, par rapport à celles du quatrième trimestre de 2012. Les hausses ont découlé essentiellement de l'augmentation des provisions spécifiques liées aux expositions au crédit commercial, et ce, plus particulièrement dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, ce qui a été partiellement compensé par une réduction des provisions générales eu égard au crédit à la consommation par suite d'une diminution du nombre de cas de défaut.

Charges opérationnelles

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Rémunération et avantages du personnel	156	191	153
Charges générales et administratives	95	105	109
Amortissement des immobilisations corporelles	9	9	8
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	3	3	8
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)	263	308	278
Charges de restructuration	–	36	–
Total des charges opérationnelles	263	344	278

Le *total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)* s'est établi à 263 millions de dollars pour le premier trimestre de 2013, en baisse de 45 millions de dollars, ou 15 %, en regard de celui du premier trimestre de 2012, et de 15 millions de dollars, ou 5 %, comparativement au total du quatrième trimestre de 2012. Les diminutions par rapport aux deux trimestres de l'exercice précédent ont découlé principalement d'une gestion rigoureuse des coûts et de la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables. Également, les compressions de coûts en lien avec la réduction progressive des activités du secteur du crédit à la consommation de la banque ainsi que le niveau moins élevé des activités et des charges associées à la prestation de services technologiques à des sociétés du Groupe HSBC ont également contribué à faire baisser le total des charges opérationnelles depuis un an.

Des *charges de restructuration* de 36 millions de dollars avaient été comptabilisées au premier trimestre de 2012 en raison principalement de la réduction progressive des activités du secteur du crédit à la consommation.

Rapport de gestion (suite)

Impôt sur le résultat

Charge d'impôt sur le résultat. Le taux d'impôt effectif du premier trimestre de 2013 a été de 30,0 %, contre 25,2 % au premier trimestre de 2012 et 29,9 % au quatrième trimestre de 2012. Le taux d'impôt effectif moins élevé au premier trimestre de 2012 avait découlé en grande partie du taux d'impôt effectif inférieur s'appliquant au profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.

État de la situation financière

Le total des actifs s'établissait à 84,4 milliards de dollars au 31 mars 2013, une progression de 3,7 milliards de dollars par rapport à celui de 80,7 milliards de dollars constaté au 31 décembre 2012. Cette progression est principalement attribuable à des augmentations de 1,7 milliard de dollars des actifs détenus à des fins de transaction, de 1,2 milliard de dollars des prêts et avances à des banques, de 0,4 milliard de dollars des prêts et avances à des clients et de 0,4 milliard de dollars des engagements de clients en contrepartie d'acceptations. La montée des actifs détenus à des fins de transaction a découlé de la hausse des obligations de gouvernements et d'organismes d'État détenues par la banque par suite de l'intensification des activités de négociation des produits liés aux taux et du montant plus important des comptes de négociation en attente de règlement. Les prêts et avances à des banques et ceux à des clients ont augmenté par suite de la hausse des conventions de revente. Exclusion faite de cette hausse, les prêts et avances à des banques ont augmenté faiblement, soit de 0,1 milliard de dollars, et les prêts et avances à des clients se sont contractés de 0,5 milliard de dollars.

Les actifs liquides s'élevaient à 25,9 milliards de dollars au 31 mars 2013, contre 24,3 milliards de dollars au 31 décembre 2012, en raison surtout de la forte croissance des dépôts ainsi que des placements à court terme, dans lesquels a été investie la majeure partie du produit des émissions de titres de créance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » pour une définition des actifs liquides.

Le total des passifs est passé à 78,9 milliards de dollars au 31 mars 2013, en hausse de 3,6 milliards de dollars par rapport à celui de 75,3 milliards de dollars inscrit au 31 décembre 2012. Cet écart s'explique en majeure partie par des hausses de 1,7 milliard de dollars des titres de créance émis, de 1,3 milliard de dollars des passifs détenus à des fins de transaction et de 0,4 milliard de dollars des acceptations. L'augmentation des titres de créance émis s'explique par les 1,5 milliard de dollars de billets à moyen terme et de billets de dépôt au porteur qui ont été émis durant le premier trimestre de 2013. Quant à la hausse des passifs détenus à des fins de transaction, elle a découlé d'une augmentation des positions vendeur dans des titres afin de gérer le risque de taux d'intérêt ainsi que du montant plus élevé des comptes de négociation en attente de règlement.

Analyse des résultats financiers consolidés du premier trimestre de 2013 par groupe de clients

Services aux entreprises

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	161	180	177
Produits de commissions nets.....	75	71	77
Produits de négociation nets.....	8	8	6
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s.....	2	5	(40)
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	246	264	220
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(39)	(11)	(6)
Résultat opérationnel net.....	207	253	214
Total des charges opérationnelles.....	(88)	(97)	(97)
Bénéfice opérationnel.....	119	156	117
Quote-part du bénéfice des entreprises associées.....	4	1	3
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	123	157	120

Rapport de gestion (suite)

Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 123 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit 34 millions de dollars, ou 22 %, de moins qu'au trimestre correspondant de 2012, et 3 millions de dollars, ou 3 %, de plus qu'au quatrième trimestre de 2012. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du quatrième trimestre de 2012 tenait compte d'une charge de 42 millions de dollars résultant d'une réduction de la valeur d'un immeuble de placement. Exclusion faite de l'incidence de cette réduction de valeur, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a baissé par rapport à la période correspondante et le quatrième trimestre de l'exercice précédent à cause de la hausse des provisions spécifiques dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier ainsi que de la contraction de la marge nette d'intérêts, ce qui a été atténué par la baisse des charges opérationnelles qu'ont permise une gestion rigoureuse des coûts et la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont élevés à 161 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui représente des baisses de 19 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à ceux du premier trimestre de 2012 et de 16 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2012. Ces reculs s'expliquent principalement par les pressions continues exercées sur la marge nette d'intérêts dans une conjoncture de faiblesse prolongée des taux d'intérêt, ce qui a été atténué par l'augmentation de la moyenne des soldes de prêts.

Les *produits de commissions nets* se sont établis à 75 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en hausse de 4 millions de dollars, ou 6 %, en regard de ce qu'ils étaient au premier trimestre de 2012, et en baisse de 2 millions de dollars, ou 3 %, comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2012. La hausse enregistrée par rapport au même trimestre de l'exercice précédent a découlé surtout de la montée des facilités de crédit autorisées et du volume de transactions. La diminution des produits de commissions nets en regard du trimestre précédent a résulté du recul des volumes de garanties.

Les *produits de négociation nets* du premier trimestre de 2013 se sont élevés à 8 millions de dollars, ce qui représente le même montant qu'il y a un an et une légère hausse par rapport à celui du quatrième trimestre de 2012.

Les *autres produits/(charges) opérationnel(le)s* ont été de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en baisse de 3 millions de dollars et en hausse de 42 millions de dollars, respectivement, en regard de ceux des premier et quatrième trimestres de 2012. Le montant inscrit au quatrième trimestre de 2012 tenait compte d'une charge de 42 millions de dollars résultant de la réduction de la valeur d'un immeuble de placement.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* du premier trimestre de 2013 se sont chiffrées à 39 millions de dollars, ayant monté de 28 millions de dollars par rapport à celles inscrites au premier trimestre de 2012 et de 33 millions de dollars par rapport à celles du quatrième trimestre de 2012. Les hausses de ces charges et autres provisions sont imputables à l'augmentation des provisions spécifiques, et ce, plus particulièrement dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier.

Le *total des charges opérationnelles* du premier trimestre de 2013 s'est chiffré à 88 millions de dollars, en baisse de 9 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui des premier et quatrième trimestres de 2012. Ces baisses sont imputables à une gestion rigoureuse des coûts et à la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

Rapport de gestion (suite)

Services bancaires internationaux et marchés

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	42	46	40
Produits de commissions nets.....	18	19	24
Produits de négociation nets.....	37	22	28
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	33	17	3
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s.....	–	(1)	1
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	–	8	–
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	130	111	96
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	2	–	–
Résultat opérationnel net.....	132	111	96
Total des charges opérationnelles.....	(29)	(25)	(27)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	103	86	69

Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 103 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit 17 millions de dollars, ou 20 %, de plus qu'au trimestre correspondant de 2012 et 34 millions de dollars, ou 49 %, de plus qu'au quatrième trimestre de 2012. Par rapport à celui du même trimestre de l'exercice précédent, la progression du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est attribuable à la hausse des profits sur les sorties de placements disponibles à la vente et des produits de négociation par suite d'un changement de méthode d'évaluation des dérivés, à l'élargissement des volumes de transactions sur des produits de change pour le compte de clients à l'échelle internationale et à l'amélioration du rendement des produits liés aux taux et des produits de crédit. La progression du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été en partie contrebalancée par le fait qu'un profit de 8 millions de dollars sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail avait été constaté au même trimestre de l'exercice précédent.

L'amélioration, par rapport au trimestre précédent, du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est due à l'augmentation des profits sur les sorties de placements disponibles à la vente et à la hausse des produits de négociation par suite d'un changement de méthode d'évaluation des dérivés, à l'élargissement des volumes de transactions sur des produits de change pour le compte de clients à l'échelle internationale et à l'amélioration du rendement des produits liés aux taux et des produits de crédit. La hausse du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été atténuée par le repli des produits de commissions nets par suite de la contraction des ventes de dérivés et des commissions liées au marché des capitaux d'emprunt.

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 42 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui traduit une baisse de 4 millions de dollars, ou 9 %, relativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et une hausse de 2 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du quatrième trimestre de 2012. La baisse des produits d'intérêts nets comparativement au premier trimestre de 2013 est attribuable au recul de la marge nette d'intérêts. Quant à la hausse enregistrée par rapport au trimestre précédent, elle a découlé de l'accroissement du volume, ce qui a été en partie contrebalancé par la contraction de la marge nette d'intérêts.

Les *produits de commissions nets* se sont établis à 18 millions de dollars au premier trimestre de 2013, n'ayant que légèrement baissé en regard de ceux du premier trimestre de 2012 et ayant fléchi de 6 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au quatrième trimestre de ce même exercice. Leur baisse a découlé du recul des ventes de dérivés et des commissions réalisées sur le marché des capitaux d'emprunt.

Rapport de gestion (suite)

Les *produits de négociation nets* du premier trimestre de 2013 ont été de 37 millions de dollars, ce qui représente des hausses respectives de 15 millions de dollars et de 9 millions de dollars en regard de ceux du premier trimestre et du quatrième trimestre de 2012. Les hausses des produits de négociation nets sont attribuables à un changement de méthode d'estimation à l'égard des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des contrats dérivés qui a été apporté afin de refléter l'évolution des pratiques en usage sur le marché. Les augmentations ont également résulté de l'élargissement des volumes de transactions sur des produits de change pour le compte de clients à l'échelle internationale ainsi que de l'amélioration du rendement des produits liés aux taux et des produits de crédit. Les produits de négociation nets du premier trimestre de 2012 tenaient compte de pertes causées par la contraction des écarts de taux sur la valeur comptable de nos propres instruments de créance classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Les *profits diminués des pertes liés aux placements financiers* se sont chiffrés à 33 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui signale des hausses de 16 millions de dollars et de 30 millions de dollars, respectivement, en regard de ceux des premier et quatrième trimestres de 2012. Ces hausses sont imputables à l'augmentation des profits sur les sorties de placements financiers disponibles à la vente qu'ont permise les activités de gestion du bilan.

Le *total des charges opérationnelles* s'est établi à 29 millions de dollars pour le premier trimestre de 2013, affichant des augmentations respectives de 4 millions de dollars, ou 16 %, et de 2 millions de dollars, ou 7 %, en regard de ceux de la période correspondante de 2012 et du quatrième trimestre de ce même exercice.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	89	105	82
Produits de commissions nets.....	43	42	44
Produits de négociation nets.....	4	3	3
Autres produits opérationnels.....	3	2	4
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	–	76	4
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	139	228	137
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(7)	(6)	(8)
Résultat opérationnel net.....	132	222	129
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration).....	(118)	(128)	(126)
Charges de restructuration.....	–	(2)	–
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	14	92	3

Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 14 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit 78 millions de dollars de moins qu'au trimestre correspondant de 2012 et 11 millions de dollars de plus qu'au quatrième trimestre de 2012. En 2012, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat tenait compte d'un profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail, ce qui avait été partiellement contrebalancé par des charges de restructuration connexes. Exclusion faite de ces éléments, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 4 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et a monté de 15 millions de dollars en regard du montant inscrit à ce chapitre au quatrième trimestre de cet exercice. Le reste de la baisse enregistrée par rapport au premier trimestre de 2012 est imputable au repli des produits d'intérêts nets par suite de la contraction de la marge nette d'intérêts ainsi qu'au recul de la moyenne des soldes de prêts, ce qui a été en partie contrebalancé par la réduction des charges opérationnelles qu'ont permise une gestion rigoureuse des coûts et la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables. Le reste de la hausse du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat enregistrée par rapport au trimestre précédent est imputable au fait que les produits d'intérêts nets ont monté en raison de la diminution du financement de gros par suite de la forte croissance des dépôts des clients, ce qui a été atténué par le repli de la moyenne des soldes de prêts, ainsi qu'à la baisse des charges opérationnelles qu'ont permise une gestion rigoureuse des coûts et la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

Rapport de gestion (suite)

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 89 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ayant reculé de 16 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent et ayant augmenté de 7 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2012. Le montant enregistré au premier trimestre de 2012 tenait compte d'un remboursement d'intérêts provenant de l'Agence du revenu du Canada. Compte non tenu de ce remboursement, les produits d'intérêts nets ont baissé de 8 millions de dollars en regard du premier trimestre de 2012 à cause du rétrécissement de la marge nette d'intérêts et du recul de la moyenne des soldes de prêts. Les produits d'intérêts nets ont augmenté par rapport au quatrième trimestre de 2012 grâce à la diminution du financement de gros par suite de la forte croissance des dépôts des clients, ce qui a été atténué par le repli de la moyenne des soldes de prêts.

Les *produits de commissions nets* se sont chiffrés à 43 millions de dollars au premier trimestre de 2013, n'ayant que peu changé par rapport aux premier et quatrième trimestres de 2012.

Les *produits de négociation nets* se sont établis à 4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2013, ce qui signifie une légère augmentation en regard de ce qu'ils étaient au trimestre correspondant de 2012 et au quatrième trimestre de ce même exercice.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* ont atteint 7 millions de dollars au premier trimestre de 2013, pour une légère variation en regard de celles des premier et quatrième trimestres de 2012.

Le *total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)* du premier trimestre de 2013 s'est chiffré à 118 millions de dollars, soit 10 millions de dollars, ou 8 %, de moins qu'au premier trimestre de 2012 et 8 millions de dollars, ou 6 %, de moins qu'au quatrième trimestre de 2012. Ces améliorations s'expliquent par une gestion rigoureuse des coûts et la poursuite de nos programmes de rentabilité organisationnelle, lesquels ont donné lieu à des économies durables.

Crédit à la consommation

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts nets.....	52	73	57
Produits de commissions nets.....	10	11	9
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	2	–	1
Autres produits opérationnels.....	1	2	1
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	65	86	68
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(12)	(31)	(19)
Résultat opérationnel net.....	53	55	49
Total des charges opérationnelles (à l'exclusion des charges de restructuration).....	(18)	(38)	(19)
Charges de restructuration.....	–	(34)	–
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat.....	35	(17)	30

Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 35 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit 52 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de 2012 et 5 millions de dollars de plus qu'au quatrième trimestre de 2012. Au premier trimestre de 2012, des coûts de restructuration de 34 millions de dollars avaient été engagés par suite de la décision, prise en mars 2012, de réduire progressivement les activités du secteur du crédit à la consommation au Canada. Compte non tenu des coûts de restructuration, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 18 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent et de 5 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de ce même exercice en raison essentiellement du recul des charges opérationnelles et des charges de dépréciation liées aux prêts, facteurs dont l'effet a été en partie annulé par le recul des produits d'intérêts nets causé par la diminution de la moyenne des soldes de prêts.

Rapport de gestion (suite)

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 52 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en baisse respectivement de 21 millions de dollars et de 5 millions de dollars en regard de ce qu'ils étaient pour la période correspondante de 2012 et pour le quatrième trimestre de ce même exercice. Ces baisses des produits d'intérêts nets sont largement attribuables à la diminution des soldes des prêts personnels par suite de la réduction graduelle des activités du secteur.

Les *produits de commissions nets* inscrits au premier trimestre de 2013 se sont établis à 10 millions de dollars, ce qui représente un léger recul en regard de ceux inscrits au premier trimestre de 2012 et une faible augmentation par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2012.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* du premier trimestre de 2013 se sont chiffrées à 12 millions de dollars, s'étant allégées de 19 millions de dollars, ou 61 %, par rapport à celles du premier trimestre de 2012 et de 7 millions de dollars, ou 37 %, comparativement à celles du quatrième trimestre de 2012. Les baisses survenues par rapport aux chiffres de 2012 ont découlé d'une diminution des provisions évaluées collectivement en raison du recul de la moyenne des soldes de prêts causé par la réduction progressive des activités du secteur ainsi que du nombre moins élevé de cas de défaut.

Le *total des charges opérationnelles (à l'exclusion des charges de restructuration)* du premier trimestre de 2013 a chuté de 20 millions de dollars, ou 53 %, en regard de celui du premier trimestre de 2012 et a quelque peu baissé par rapport au quatrième trimestre de 2012, s'établissant ainsi à 18 millions de dollars. Le recul du total des charges opérationnelles comparativement à celui du premier trimestre de 2012 est imputable à la compression du personnel, à la diminution des charges relatives aux infrastructures et d'autres frais généraux associés à la réduction progressive des activités du secteur.

Autres

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Charges d'intérêts nettes	(8)	(6)	(8)
Produits de négociation nets	8	7	8
Perte nette liée aux placements financiers désignés comme étant à la juste valeur	(3)	(14)	(3)
Autres produits opérationnels	7	5	8
Résultat opérationnel net	4	(8)	5
Total des charges opérationnelles	(10)	(20)	(9)
Perte avant la charge d'impôt sur le résultat	(6)	(28)	(4)

Les activités ou les opérations qui ne se rapportent pas directement aux secteurs d'activité indiqués précédemment sont présentées dans « Autres ». Les principaux éléments inclus dans ce secteur comprennent les profits et pertes liés à l'incidence des variations des écarts de taux sur nos propres débetures subordonnées désignées comme étant à la juste valeur, ainsi que les produits et charges afférents aux services de technologie de l'information fournis à d'autres sociétés du Groupe HSBC dans des conditions de concurrence normale. Une perte avant la charge d'impôt sur le résultat de 6 millions de dollars a été constatée au premier trimestre de 2013, comparativement à des pertes de 28 millions de dollars au premier trimestre de 2012 et de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012. Les écarts par rapport aux périodes de comparaison s'expliquent surtout par l'incidence des éléments indiqués ci-dessus.

Rapport de gestion (suite)

Sommaire trimestriel des comptes consolidés résumés de résultat (non audité)

Le tableau qui suit constitue un sommaire des résultats consolidés trimestriels des huit derniers trimestres.

	Trimestre clos le							
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)	30 septembre 2012 (en millions de dollars)	30 juin 2012 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2011 (en millions de dollars)	30 septembre 2011 (en millions de dollars)	30 juin 2011 (en millions de dollars)
Total des produits ¹⁾	584	526	572	614	681	562	653	597
Bénéfice de la période.....	189	154	180	201	219	132	199	206
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	171	137	162	184	201	115	181	189
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions privilegiées.....	15	15	15	15	15	15	16	15
Bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.....	3	2	3	2	3	2	3	2
Résultat de base par action ordinaire.....	0,34	0,27	0,33	0,37	0,40	0,23	0,36	0,38

1 Le total des produits est présenté au poste *Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* figurant dans le compte consolidé de résultat.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Sommaire trimestriel des comptes consolidés résumés de résultat » du Rapport et états financiers annuels 2012 pour obtenir plus de renseignements concernant les tendances trimestrielles des produits et des charges en 2012 et en 2011. Les données correspondantes ont été ajustées de sorte à refléter l'adoption de l'IAS 19 modifiée, *Avantages du personnel*. La rubrique « Changements comptables et changements touchant la présentation » figurant ci-dessous renferme plus de renseignements à ce sujet.

Méthodes comptables critiques et incidence des estimations et de l'exercice du jugement

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principales méthodes comptables et incidence des estimations et de l'exercice du jugement » du Rapport et états financiers annuels 2012 pour une description des méthodes comptables qui sont réputées être critiques pour les résultats et la situation financière de la banque, sur le plan de l'importance relative des éléments auxquels s'applique une méthode, ou qui requièrent une grande part de jugement, dont l'utilisation d'hypothèses et d'estimations.

Changements comptables et changements touchant la présentation

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel*, et l'a appliquée de façon rétrospective. Le remplacement des charges d'intérêts et du rendement attendu des actifs des régimes par une composante de coût financier comprenant les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies constitue l'incidence la plus importante pour la banque. Cette composante de coût financier est déterminée en appliquant à l'actif ou au passif net au titre des prestations définies le même taux d'actualisation que celui utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies. L'écart entre le rendement réel des actifs des régimes et le rendement inclus dans la composante de coût financier au compte de résultat est présenté dans les autres éléments du résultat global. Ce changement a pour effet d'accroître la charge de retraite du montant de l'écart entre le rendement prévu actuel des actifs des régimes et leur rendement calculé en appliquant le taux d'actualisation approprié. Cependant, il n'a aucune répercussion sur les actifs des régimes puisque l'écart entre leur rendement attendu et leur rendement réel est constaté par voie de l'état du résultat global et n'a pas non plus d'incidence importante sur les passifs des régimes. De plus, les montants au titre des droits non acquis relatifs à des faits liés aux services passés ne sont plus amortis et constatés au compte de résultat sur la durée d'acquisition des droits, mais sont plutôt comptabilisés intégralement à la date du fait lié aux services passés en tant que montant passé en charges ou crédité au résultat. Il y a lieu de se reporter à la note 2 pour obtenir d'autres renseignements concernant le retraitement des données correspondantes.

Rapport de gestion (suite)

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, (l'« IFRS 10 ») et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, (l'« IFRS 12 ») et les a appliquées de manière rétrospective. Aux termes de l'IFRS 10, une méthode fondée sur la notion de pouvoir, de variabilité des rendements et des liens qui les unissent doit être employée pour déterminer, et ce, dans le cas de toutes les entités, si l'investisseur contrôle une entité émettrice. Cette méthode remplace l'approche antérieure, laquelle mettait l'accent sur le contrôle juridique ou l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'IFRS 12 comprend les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant aux filiales et aux entreprises associées et en impose de nouvelles en ce qui a trait aux entités structurées non consolidées. La banque a établi que sa structure de consolidation demeurerait la même aux termes de l'IFRS 10 et, par conséquent, l'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, (l'« IFRS 13 ») et l'a appliquée de manière prospective. L'IFRS 13 intègre, dans une même norme, les directives concernant toutes les évaluations de la juste valeur prescrites ou permises par les IFRS. La norme clarifie la définition de la juste valeur en tant que valeur de sortie, laquelle s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation et aux conditions prévalant sur le marché, et étoffe les informations à fournir au sujet de l'évaluation de la juste valeur. L'adoption de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la banque.

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté les changements de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, (l'« IAS 1 ») concernant la présentation des autres éléments du résultat global et les a appliqués de manière rétrospective. En raison de l'adoption de ces changements, les éléments figurant dans l'état consolidé du résultat global sont regroupés selon qu'ils pourront ou ne pourront être reclassés ultérieurement en résultat net.

Instruments financiers incluant les arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la banque fait un usage important d'instruments financiers, ce qui englobe le financement de prêts, l'acquisition de titres et d'autres placements, l'acceptation de dépôts et la conclusion de divers contrats d'instruments dérivés. Ces arrangements sont décrits sous la rubrique « Arrangements hors bilan » du Rapport et des états financiers annuels de 2012. En raison de l'évolution des pratiques du marché par suite de changements d'ordre réglementaire et comptable ainsi que des faits nouveaux touchant l'ensemble du marché, la banque a revu sa méthode d'estimation à l'égard des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des dérivés en date du 1^{er} janvier 2013. Il y a lieu de se reporter à la note 1 b) iii) pour obtenir plus de renseignements sur les modifications qu'elle y a apportées. Il n'y a pas eu d'autre changement dans le mode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 décembre 2012 ni aucune variation importante de la juste valeur des instruments financiers découlant de facteurs autres que les conditions normales de l'économie, du secteur d'activité et du marché. En ce qui concerne les instruments financiers, y compris les dérivés, évalués à l'aide d'importantes données de marché non observables (niveau 3), les hypothèses et méthodes employées dans les modèles de la banque sont constamment revues de sorte à obtenir de meilleures estimations de la juste valeur.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et exhaustif a été instauré à la banque et à ses filiales, tant à l'échelle de la direction que du conseil. Chaque année, se trouve dans le Rapport et états financiers annuels une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport. Des attestations, signées par le chef de la direction et le chef des finances, ont été déposées auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières en mars 2013, soit au dépôt du Rapport et états financiers annuels ainsi que d'autres documents d'information annuels. Dans ces documents et tel que l'exige au Canada le Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs), le chef de la direction et le chef des finances attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents annuels qui sont déposés, de la conception et de l'efficacité des procédures et contrôles de communication de l'information de même que de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef des finances de la banque attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2013, et certifient être responsables de la conception et de la mise à jour des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur ce contrôle.

Rapport de gestion (suite)

Tout comme dans les trimestres précédents, le comité responsable de l'audit et du risque de la banque a révisé ce document, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints, et l'a approuvé avant sa publication.

Dans le rapport de gestion du Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque, que l'on peut consulter sur son site Internet, à l'adresse www.hsbc.ca, se trouve un rapport complet sur ses activités, ses stratégies et ses objectifs. Les lecteurs sont également invités à visiter ce site pour obtenir des informations financières trimestrielles supplémentaires.

Transactions entre parties liées

Les politiques et pratiques concernant les transactions entre parties liées demeurent les mêmes que celles décrites à la rubrique « Transactions entre parties liées » du Rapport et états financiers annuels 2012. Toutes les transactions entre parties liées continuent d'être tarifées et comptabilisées de la même façon que si elles avaient été effectuées sur un marché libre, sans lien de dépendance ou, en l'absence d'un marché, à leur juste valeur. Ces transactions sont décrites à la note 12 afférente aux états financiers consolidés ci-joints.

Actions et titres en circulation

	Au 8 mai 2013		
	Dividende ou distribution ¹⁾ (en dollars par action ou par titre)	Nombre d'actions et de titres émis (en milliers)	Valeur comptable (en millions de dollars)
Actions ordinaires			
Banque HSBC Canada.....		498 668	<u>1 225</u>
Actions privilégiées de catégorie 1			
- Série C.....	0,31875	7 000	175
- Série D.....	0,3125	7 000	175
- Série E.....	0,4125	10 000	250
Actions privilégiées de catégorie 2			
- Série B.....	0,0775	86 450	<u>346</u>
			<u>946</u>
Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (« HSBC HaTS ^{MC} ») ²⁾			
- Série 2015.....	25,75		<u>200</u>

1 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement. Les distributions en trésorerie sur les HSBC HaTS^{MC} sont non cumulatives et sont payables semestriellement.

2 Inscrits à l'état consolidé de la situation financière dans les participations ne donnant pas le contrôle.

Au cours du premier trimestre de 2013, la banque a déclaré et versé des dividendes d'un montant de 90 millions de dollars sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada, ce qui représente une augmentation de 7 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de 2012.

Les dividendes trimestriels réguliers suivants ont été déclarés : 31,875 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série C; 31,25 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série D; 41,25 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série E; et 7,75 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 2, série B, de la Banque HSBC Canada. Les dividendes seront versés le 30 juin 2013 aux actionnaires inscrits le 14 juin 2013.

Rapport de gestion (suite)

Cotes de crédit

Standard & Poor's (« S&P ») et DBRS® attribuent des cotes de crédit à notre dette et à nos titres. Les cotes sont établies suivant une méthode de classement normale propre à chacune des deux agences, selon le type de dette ou de titre.

Nos cotes de crédit influent sur notre capacité à obtenir du financement de gros à des conditions avantageuses. Nos cotes de première qualité ont été confirmées par S&P en décembre 2012 et abaissées d'un cran par DBRS® en février 2013 concurrentement à des mesures similaires visant les cotes de notre société mère, HSBC Holdings plc. Nos cotes de première qualité se comparent à celles attribuées aux banques canadiennes.

Nos cotes sont les suivantes :

	<u>S&P</u>	<u>DBRS®</u>
Instruments à court terme.....	A-1+	R-1 (moyen)
Dépôts et dette de premier rang.....	AA-	AA (bas)
Dette subordonnée.....	A	A (haut)
Actions privilégiées.....	P-1 (bas) ¹⁾	Pfd-2
Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (« HSBC HaTS ^{MC} »).....	P-1 (bas) ¹⁾	BBB (haut)

1 Selon l'échelle s'appliquant aux actions privilégiées canadiennes définie par S&P. Les cotes correspondent à A- selon l'échelle que S&P a établie pour les actions privilégiées internationales.

Gestion des risques

Toutes les activités commerciales de la banque exigent la mesure, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de risques. La gestion des risques consiste à déterminer, à analyser, à évaluer et à gérer les facteurs qui pourraient avoir des effets défavorables sur les ressources, les activités, la réputation et les résultats financiers de la banque. Les principales catégories de risques auxquelles la banque est exposée sont notamment le risque lié à la gestion du capital, le risque de crédit, les risques de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque lié à la structure et le risque opérationnel. Une analyse des activités de gestion des risques de la banque, tant au chapitre des facteurs quantitatifs que qualitatifs, figure sous la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels de 2012. Aucun changement n'a été apporté aux processus et aucune modification importante des facteurs quantitatifs n'a été effectuée au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il découle surtout des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais provient aussi de certains produits hors bilan comme les garanties et les dérivés de crédit de contrepartie, ainsi que de certaines catégories de titres que nous détenons, plus particulièrement les titres de créance.

Diversité du portefeuille de prêts

Il peut y avoir concentration du risque de crédit lorsque la capacité d'un groupe d'emprunteurs ou de contreparties de s'acquitter de leurs obligations contractuelles peut être touchée de la même façon par des événements externes. Par exemple, il peut être question de concentration du risque de crédit si plusieurs contreparties sont établies dans la même région, font partie du même secteur d'activité ou sont soumises aux mêmes conditions de marché. La banque accorde par conséquent une grande importance à la diversification du risque de crédit.

En évaluant et en surveillant le risque de crédit, nous regroupons les expositions par type de produit, secteur d'activité et zone géographique. Une exposition est évaluée en tant qu'exposition en cas de défaut (« ECD »), telle qu'elle est définie dans les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III (au 31 décembre 2012 : selon la définition qui en est donnée dans les normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle), ce qui représente le montant de la perte que la banque risque de subir en cas de défaut d'un client.

Rapport de gestion (suite)

Les tableaux qui suivent illustrent la diversification de nos portefeuilles de prêts par type de produit.

Portefeuilles de prêts par type de produit

	Exposition en cas de défaut Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Exposition en cas de défaut Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Portefeuilles de prêts de gros		
États		
Montants utilisés	20 659	20 083
Engagements inutilisés	33	29
Dérivés	89	79
	20 781	20 191
Banques		
Montants utilisés	3 448	3 591
Transactions de type rachat	24	37
Dérivés	2 363	2 127
Autres expositions hors bilan	475	347
	6 310	6 102
Sociétés		
Montants utilisés	26 693	26 330
Engagements inutilisés	10 720	11 124
Transactions de type rachat	222	131
Dérivés	1 064	1 070
Autres expositions hors bilan	2 369	2 277
	41 068	40 932
Total des portefeuilles de prêts de gros	68 159	67 225
Portefeuilles de prêts de détail		
Prêts hypothécaires résidentiels.....	17 625	17 850
Marges de crédit hypothécaire.....	5 386	5 543
Facilités de crédit personnel renouvelables non garanties	1 109	1 127
Autres facilités de crédit personnel	2 815	2 827
Autres facilités de crédit aux PME.....	732	746
Portefeuilles de prêts à la consommation	1 355	1 567
Total des portefeuilles de prêts de détail	29 022	29 660
Exposition totale des portefeuilles de prêts	97 181	96 885

Qualité du crédit des actifs financiers

Au 31 mars 2013, la qualité du crédit des actifs financiers était, dans l'ensemble, pour ainsi dire la même qu'au 31 décembre 2012. L'augmentation des actifs financiers dépréciés a résulté principalement d'une perte de valeur spécifique associée à des clients des secteurs de l'énergie et de l'immobilier au premier trimestre de 2013.

Rapport de gestion (suite)

Actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti

Le tableau suivant indique la valeur comptable des actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti ainsi que le compte de correction de valeur et la provision pour pertes de crédit connexes.

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti.....	810	811
Compte de correction de valeur pour pertes de crédit évalués individuellement	192	202
Compte de correction de valeur pour pertes de crédit évalués collectivement	214	217
Compte de correction de valeur des actifs financiers inscrits au bilan au coût amorti ¹⁾	406	419
Provision pour pertes de crédit sur les expositions au risque de crédit hors bilan ²⁾	69	80
Comptes de correction de valeur et provision pour pertes de crédit	475	499
Actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti, montant net	335	312
Comptes de correction de valeur et provision pour pertes de crédit, en pourcentage des actifs financiers dépréciés et évalués au coût amorti	58,6 %	61,5 %

1 *Pris en compte au poste Prêts et avances à des clients dans l'état consolidé de la situation financière.*

2 *Prise en compte au poste Autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.*

Comptes de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Le tableau suivant indique les variations des soldes de comptes de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit.

	Trimestre clos le 31 mars 2013			Trimestre clos le 31 mars 2012		
	Clients évalués individuelle- ment (en millions de dollars)	Clients évalués collective- ment (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Clients évalués individuelle- ment (en millions de dollars)	Clients évalués collective- ment (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Solde à l'ouverture de la période	202	297	499	208	329	537
Variations						
Prêts et avances sortis du bilan	(45)	(31)	(76)	(12)	(30)	(42)
Recouvrements de prêts et d'avances sortis du bilan.....	-	1	1	-	1	1
Montant passé en charges au compte de résultat.....	40	16	56	13	35	48
Intérêts comptabilisés sur les prêts et avances douteux.....	(5)	-	(5)	(5)	-	(5)
Solde à la clôture de la période	192	283	475	204	335	539

Couverture par les comptes de correction de valeur évalués collectivement

	Trimestre clos le	
	31 mars 2013 %	31 décembre 2012 %
En pourcentage du total des prêts aux clients (avant les comptes de correction de valeur pour pertes de crédit)	0,61	0,65
En pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques.....	0,78	0,81

Rapport de gestion (suite)

Risques de liquidité et de financement

Le risque de liquidité désigne le risque que la banque ne dispose pas des ressources financières lui permettant de faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle soit obligée d'obtenir de telles ressources à un coût excessif. Ce risque découle de décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants. Le risque de financement, qui est une forme de risque de liquidité, découle du fait que les fonds nécessaires pour financer des positions illiquides ne peuvent être obtenus aux conditions prévues et au moment requis.

Actifs liquides

Les actifs liquides de la banque sont classés selon leur valeur de liquidité. Les titres de créance des gouvernements fédéral et provinciaux, y compris ceux garantis par ces gouvernements, se qualifient comme actifs de niveau 1 ou de niveau 2. Les titres de créance de haute qualité émis par des gouvernements étrangers et par certains autres émetteurs de titres de créance peuvent aussi faire partie des actifs liquides de la banque, conformément aux lignes directrices prescrites. Tous les actifs compris dans le portefeuille d'actifs liquides sont « non grevés ».

Le tableau qui suit indique la valeur estimée du total des actifs liquides de la banque.

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Niveau 1	15 579	15 955
Niveau 2	<u>3 784</u>	<u>3 280</u>
	<u>19 363</u>	<u>19 235</u>

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que notre résultat ou la valeur de nos portefeuilles soit réduit par suite de fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux de change, les prix des marchandises, les taux d'intérêt, les écarts de taux et les cours des actions.

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du Rapport et états financiers annuels 2012 pour obtenir plus de renseignements sur le mode de calcul de la VaR.

En 2010, la politique du Groupe HSBC en matière de calcul de la VaR a été élargie de sorte à y inclure la VaR de crédit spécifique (la « VaRCS ») associée aux positions de négociation. La VaRCS représente le risque de marché résiduel qui est propre à un émetteur donné et qui est ignoré dans la VaR de crédit établie à partir de modèles de simulation historique. La banque a, dans le présent rapport intermédiaire, commencé à prendre en compte la VaRCS dans les informations sur la VaR figurant dans le tableau et le graphique ci-dessous.

La VaR indiquée dans ce tableau et ce graphique représente la VaR globale de la banque eu égard aux instruments financiers détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins, et elle respecte les limites de la banque.

	Trimestre clos le	
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
À la clôture du trimestre	13	10
Moyenne	12	12
Minimum	10	9
Maximum	14	14

Rapport de gestion (suite)

VaR quotidienne



Sujet d'intérêt particulier : Expositions au risque en Europe

L'exposition de la banque au risque en Europe et, plus particulièrement, dans la zone euro, demeure dans les limites de sa tolérance générale au risque. Les expositions dans la zone euro ont baissé de 40 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2012 en raison d'un recul de 86 millions de dollars des expositions dans les pays centraux et autres pays de la zone euro, ce qui a été en partie contrebalancé par une hausse de 46 millions de dollars des expositions dans des pays périphériques. Celle-ci s'explique essentiellement par une augmentation de 45 millions de dollars des expositions à des institutions financières en Espagne, dont une tranche de 32 millions de dollars à d'autres sociétés affiliées du Groupe HSBC. Quant aux expositions dans d'autres pays européens hors de la zone euro, elles ont monté de 181 millions de dollars en raison surtout d'augmentations respectives de 203 millions de dollars et 60 millions de dollars des expositions à des institutions financières au Royaume-Uni et en Suède. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une diminution de 82 millions de dollars des expositions en Suisse.

Expositions dans des pays de la zone euro

	Au 31 mars 2013				Au 31 décembre 2012			
	Sociétés financières ¹⁾ (en millions de dollars)	Institutions financières ¹⁾ (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Sociétés financières ¹⁾ (en millions de dollars)	Institutions financières ¹⁾ (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Pays centraux								
Allemagne.....	–	313	–	313	–	326	–	326
France.....	–	172	200	372	–	316	156	472
Total pour les pays centraux	–	485	200	685	–	642	156	798
Pays périphériques								
Italie	–	13	–	13	–	12	–	12
Portugal.....	–	1	–	1	–	1	–	1
Espagne.....	–	53	–	53	–	8	–	8
Total pour les pays périphériques	–	67	–	67	–	21	–	21
Autriche.....	–	1	–	1	–	–	–	–
Belgique.....	–	93	–	93	–	98	–	98
Luxembourg.....	31	–	–	31	–	–	–	–
Total.....	31	646	200	877	–	761	156	917

1 Les expositions à des institutions financières comprennent celles à d'autres sociétés affiliées du Groupe HSBC totalisant 3 millions de dollars en Allemagne, 12 millions de dollars en France et 32 millions de dollars en Espagne (3 millions de dollars en Allemagne, 8 millions de dollars en France et 7 millions de dollars en Espagne au 31 décembre 2012).

Rapport de gestion (suite)

Expositions dans d'autres pays européens hors de la zone euro

	Au 31 mars 2013				Au 31 décembre 2012			
	Sociétés (en millions de dollars)	Institutions financières ¹⁾ (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Sociétés (en millions de dollars)	Institutions financières ¹⁾ (en millions de dollars)	États (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Suède.....	–	98	–	98	–	38	–	38
Suisse.....	38	67	374	479	75	–	486	561
Royaume-Uni.....	8	1 255	–	1 263	8	1 052	–	1 060
Total.....	46	1 420	374	1 840	83	1 090	486	1 659

1 Les expositions à des institutions financières comprennent celles à d'autres sociétés affiliées du Groupe HSBC totalisant 1 125 millions de dollars au Royaume-Uni (928 millions de dollars au 31 décembre 2012).

Capital

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la banque calcule ses ratios du capital réglementaire en accord avec les lignes directrices énoncées par le BSIF, conformément aux normes en matière de suffisance du capital de Bâle III. Les données correspondantes sont présentées en fonction des lignes directrices émises par le BSIF conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle et ne sont donc pas comparables.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III modifient grandement la définition du capital réglementaire et imposent une nouvelle exigence selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière. Les instruments de capitaux propres qui ont été émis avant l'adoption de ces normes et qui ne respectent pas les nouvelles exigences seront graduellement éliminés du capital réglementaire sur une période de dix ans allant de 2013 à 2022. En outre, aux fins du calcul des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, certains autres ajustements réglementaires dont ceux ayant trait au goodwill, aux immobilisations incorporelles, aux actifs des régimes de retraite et aux actifs d'impôt différé, seront apportés progressivement sur une période de cinq ans, soit de 2014 à 2018. De plus, ces normes précisent que ce sont les capitaux propres ordinaires qui constituent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'ajout d'un ratio minimal des capitaux propres ordinaires aux actifs pondérés en fonction des risques (le « ratio CET1 »). En outre, aux termes des règles de Bâle III, une réserve de conservation du capital doit être instaurée, laquelle peut servir en période de crise, tout comme doit l'être une réserve contracyclique.

Aux termes de lignes directrices émises en décembre 2012, le BSIF exige un ratio CET1 minimal de 7,0 % à partir du premier trimestre de 2013 ainsi qu'un ratio du capital de catégorie 1 total de 8,5 % et un ratio du capital total de 10,5 % d'ici le premier trimestre de 2014, selon une formule de calcul « tout compris ». Cette formule englobe tous les ajustements réglementaires qui devront être apportés d'ici 2018, mais continue d'autoriser l'élimination graduelle des instruments de capitaux propres non admissibles.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire de la banque et ses actifs pondérés en fonction des risques sont comme suit.

	Bâle III, formule « tout compris » 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Nouvel accord de Bâle 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	4 001	s.o.
Capital de catégorie 1 supplémentaire.....	1 031	s.o.
Capital de catégorie 1.....	5 032	5 053
Capital de catégorie 2.....	703	823
Total du capital disponible à des fins réglementaires.....	5 735	5 876
Total des actifs pondérés en fonction des risques	36 171	36 668

Rapport de gestion (suite)

Ratios du capital réglementaire

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la banque a respecté les seuils imposés à l'égard des ratios du capital réglementaire.

Ce qui suit indique les ratios du capital réglementaire réels de la banque et les seuils à l'égard de ce capital.

	Bâle III, formule « tout compris » 31 mars 2013	Nouvel accord de Bâle 31 décembre 2012
Ratios du capital réglementaire réels		
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	11,1 %	s.o.
Capital de catégorie 1	13,9 %	13,8 %
Capital total.....	15,9 %	16,0 %
Ratio actifs/fonds propres – réel.....	14,1 x	13,1 x
Seuils imposés à l'égard des ratios du capital réglementaire		
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	7,0 %	s.o.
Capital de catégorie 1 minimal ¹⁾	8,5 %	7,0 %
Capital total minimal ¹⁾	10,5 %	10,0 %
Ratio actifs/fonds propres – maximal	20,0 x	20,0 x

1 Les seuils seront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2014.

États financiers et notes du premier trimestre de 2013 (non audité)

Table des matières

États financiers (non audité)

26	Compte consolidé de résultat (non audité)
27	État consolidé du résultat global (non audité)
28	État consolidé de la situation financière (non audité)
29	Tableau consolidé des flux de trésorerie (non audité)
30	État consolidé des variations des capitaux propres (non audité)

Notes afférentes aux états financiers (non audité)

32	Note 1	Base d'établissement
33	Note 2	Résumé des principales méthodes comptables et méthodes comptables critiques
35	Note 3	Rémunération et avantages du personnel
35	Note 4	Actifs détenus à des fins de transaction
36	Note 5	Dérivés
38	Note 6	Placements financiers
38	Note 7	Passifs détenus à des fins de transaction
38	Note 8	Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur
39	Note 9	Note afférente au tableau des flux de trésorerie
40	Note 10	Passifs éventuels, engagements contractuels et garanties
40	Note 11	Analyse sectorielle
44	Note 12	Transactions entre parties liées
44	Note 13	Juste valeur des instruments financiers
47	Note 14	Événements postérieurs à la date de clôture

États financiers (non audité)

Compte consolidé de résultat (non audité)

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Produits d'intérêts.....	517	586	534
Charges d'intérêts.....	(181)	(188)	(186)
Produits d'intérêts nets.....	336	398	348
Produits de commissions.....	166	168	178
Charges de commissions.....	(20)	(25)	(24)
Produits de commissions nets.....	146	143	154
Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets.....	47	32	34
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation.....	10	8	11
Produits de négociation nets.....	57	40	45
Perte nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	(3)	(14)	(3)
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	35	17	4
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s.....	13	13	(26)
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	–	84	4
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	584	681	526
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(56)	(48)	(33)
Résultat opérationnel net.....	528	633	493
Rémunération et avantages du personnel.....	(156)	(191)	(153)
Charges générales et administratives.....	(95)	(105)	(109)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(9)	(9)	(8)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles.....	(3)	(3)	(8)
Charges de restructuration.....	–	(36)	–
Total des charges opérationnelles.....	(263)	(344)	(278)
Bénéfice opérationnel.....	265	289	215
Quote-part du bénéfice des entreprises associées.....	4	1	3
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	269	290	218
Charge d'impôt sur le résultat.....	(80)	(71)	(64)
Bénéfice de la période.....	189	219	154
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	171	201	137
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions privilégiées.....	15	15	15
Bénéfice attribuable aux actionnaires.....	186	216	152
Bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.....	3	3	2
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers).....	498 668	498 668	498 668
Résultat de base par action ordinaire.....	0,34 \$	0,40 \$	0,27 \$

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 18 à 24, font partie intégrante des présents états financiers.

États financiers (non audité) (suite)

État consolidé du résultat global (non audité)

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Bénéfice de la période	189	219	154
Autres éléments du résultat global			
Placements disponibles à la vente ¹⁾	(3)	(17)	(33)
– Profits/(pertes) sur la juste valeur	33	(11)	(56)
– Profits sur la juste valeur transférés au compte de résultat sur la sortie	(35)	(17)	(4)
– Impôt sur le résultat	(1)	11	27
Couvertures de flux de trésorerie ¹⁾	(2)	(106)	(32)
– Profits/(pertes) sur la juste valeur	121	(107)	82
– Profits/(pertes) sur la juste valeur transférés au compte de résultat	(124)	(43)	(125)
– Impôt sur le résultat	1	44	11
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies ²⁾	(4)	(27)	25
– Avant l'impôt sur le résultat	(5)	(36)	34
– Impôt sur le résultat	1	9	(9)
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(9)	(150)	(40)
Résultat global total pour la période	180	69	114
Résultat global total pour la période attribuable aux :			
– Actionnaires	177	66	112
– Participations ne donnant pas le contrôle	3	3	2
	180	69	114

1) Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés en résultat net.

2) Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés en résultat net.

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 18 à 24, font partie intégrante des présents états financiers.

États financiers (non audité) (suite)

État consolidé de la situation financière (non audité)

		31 mars 2013	31 mars 2012	31 décembre 2012
	Notes	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
ACTIFS				
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale.....		62	141	56
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques.....		135	127	90
Actifs détenus à des fins de transaction.....	4	6 975	5 751	5 272
Dérivés.....	5	1 918	1 963	1 810
Prêts et avances à des banques.....		2 742	1 546	1 480
Prêts et avances à des clients.....		46 003	45 395	45 572
Placements financiers.....	6	19 972	20 350	20 410
Autres actifs.....		1 049	661	911
Paiements anticipés et produits à recevoir.....		227	237	165
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....		5 092	4 356	4 737
Immobilisations corporelles.....		138	120	140
Goodwill et immobilisations incorporelles.....		71	75	71
Total des actifs.....		84 384	80 722	80 714
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs				
Dépôts effectués par des banques.....		2 230	1 439	2 173
Comptes des clients.....		48 184	47 037	48 304
Effets en transit vers d'autres banques.....		69	396	71
Passifs détenus à des fins de transaction.....	7	4 027	3 061	2 672
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	8	438	1 002	436
Dérivés.....	5	1 438	1 511	1 415
Titres de créance émis.....		13 720	14 006	11 980
Autres passifs.....		2 588	1 558	2 389
Acceptations.....		5 092	4 356	4 737
Charges à payer et produits différés.....		516	540	528
Passifs au titre des prestations de retraite.....		308	304	309
Créances subordonnées.....		326	324	324
Total des passifs.....		78 936	75 534	75 338
Capitaux propres				
Actions ordinaires.....		1 225	1 225	1 225
Actions privilégiées.....		946	946	946
Autres réserves.....		276	317	281
Résultats non distribués.....		2 771	2 470	2 694
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires.....		5 218	4 958	5 146
Participations ne donnant pas le contrôle.....		230	230	230
Total des capitaux propres.....		5 448	5 188	5 376
Total des passifs et des capitaux propres.....		84 384	80 722	80 714

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 18 à 24, font partie intégrante des présents états financiers.

États financiers (non audité) (suite)

Tableau consolidé des flux de trésorerie (non audité)

	Notes	Trimestre clos le		
		31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice avant impôt.....		269	290	218
Ajustements pour :				
– Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt.....	9	74	(12)	42
– Variation des actifs opérationnels.....	9	(1 585)	(2 236)	1 066
– Variation des passifs opérationnels.....	9	2 218	723	(2 412)
– Impôt payé, montant net.....		(89)	(306)	(2)
Entrées/(sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles.....		887	(1 541)	(1 088)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Achat de placements financiers.....		(4 960)	(7 415)	(1 100)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers.....		5 396	6 217	2 228
Flux nets de trésorerie liés à la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....		–	(116)	–
Acquisition d'immobilisations corporelles.....		(10)	(14)	(10)
Acquisition d'immobilisations incorporelles.....		–	(2)	(5)
Entrées/(sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement.....		426	(1 330)	1 113
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dividendes versés aux actionnaires.....		(105)	(98)	(97)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle.....		(3)	(3)	(2)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement.....		(108)	(101)	(99)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.....		1 205	(2 972)	(74)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période.....		1 753	4 877	1 827
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période.....	9	2 958	1 905	1 753

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 18 à 24, font partie intégrante des présents états financiers.

États financiers (non audité) (suite)

État consolidé des variations des capitaux propres pour le trimestre clos le 31 mars 2013 (non audité)

	Capital social (en millions de dollars)	Résultats non distribués ¹⁾ (en millions de dollars)	Autres réserves			Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires (en millions de dollars)	Participations ne donnant pas le contrôle (en millions de dollars)	Total des capitaux propres (en millions de dollars)
			Écart de réévaluation – disponible à la vente (en millions de dollars)	Réserve de couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Total des autres réserves (en millions de dollars)			
Au 1 ^{er} janvier ¹⁾	2 171	2 694	121	160	281	5 146	230	5 376
Bénéfice de la période	–	186	–	–	–	186	3	189
Autres éléments du résultat global (après impôt)	–	(4)	(3)	(2)	(5)	(9)	–	(9)
Placements disponibles à la vente	–	–	(3)	–	(3)	(3)	–	(3)
Couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	(2)	(2)	(2)	–	(2)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies	–	(4)	–	–	–	(4)	–	(4)
Résultat global total pour la période	–	182	(3)	(2)	(5)	177	3	180
Dividendes versés sur les actions ordinaires	–	(90)	–	–	–	(90)	–	(90)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	–	(15)	–	–	–	(15)	–	(15)
Distributions aux détenteurs de parts	–	–	–	–	–	–	(3)	(3)
Au 31 mars	2 171	2 771	118	158	276	5 218	230	5 448

1) Montant retraité des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2013 (se reporter à la note 2).

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 18 à 24, font partie intégrante des présents états financiers.

États financiers (non audité) (suite)

État consolidé des variations des capitaux propres pour le trimestre clos le 31 mars 2012 (non audité)

	Capital social (en millions de dollars)	Résultats non distribués ¹⁾ (en millions de dollars)	Autres réserves		Total des autres réserves (en millions de dollars)	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires (en millions de dollars)	Participations ne donnant pas le contrôle (en millions de dollars)	Total des capitaux propres (en millions de dollars)
			Écart de réévaluation – disponible à la vente (en millions de dollars)	Réserve de couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)				
Au 1 ^{er} janvier ¹⁾	2 171	2 379	138	301	439	4 989	230	5 219
Bénéfice de la période	–	216	–	–	–	216	3	219
Autres éléments du résultat global (après impôt)	–	(27)	(16)	(106)	(122)	(150)	–	(149)
Placements disponibles à la vente	–	–	(16)	–	(16)	(17)	–	(16)
Couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	(106)	(106)	(106)	–	(106)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies	–	(27)	–	–	–	(27)	–	(27)
Résultat global total pour la période	–	189	(16)	(106)	(122)	66	3	70
Dividendes versés sur les actions ordinaires	–	(83)	–	–	–	(83)	–	(83)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	–	(15)	–	–	–	(15)	–	(15)
Distributions aux détenteurs de parts	–	–	–	–	–	–	(3)	(3)
Au 31 mars	2 171	2 470	122	195	317	4 957	230	5 188

1) Montant retraité des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2012 (se reporter à la note 2).

Les notes complémentaires, aux pages 32 à 47, et les rubriques « Gestion des risques » et « Capital » du rapport de gestion, aux pages 18 à 24, font partie intégrante des présents états financiers.

Notes afférentes aux états financiers (non audité)

1 Base d'établissement

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de la HSBC Holdings plc (la « société mère » ou la « HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés, le Groupe HSBC représente la société mère et ses filiales. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels de la banque pour l'exercice 2012, lesquels ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS ») et au paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*.

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale (l'*International Accounting Standard*, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

b) Présentation de l'information

- i) Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent également sa monnaie fonctionnelle. Les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire. Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.
- ii) Au premier trimestre de 2013, la banque a adopté une méthode révisée en vue de la présentation des prêts et avances douteux, ce qui influe sur les informations à fournir relativement au portefeuille de prêts douteux. Cette méthode met en jeu une approche plus rigoureuse servant à établir si les prêts renégociés doivent ou ne doivent pas être présentés comme étant douteux. Cette méthode reflète les normes du Groupe HSBC ainsi que l'évolution des meilleures pratiques de présentation en usage dans le secteur.

En vertu de la méthode révisée, sont inclus dans les prêts et avances douteux les prêts et avances à la consommation qui ont été renégociés et dont les flux de trésorerie contractuels ont changé en raison d'une concession que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances et s'il est probable que, sans cette concession, l'emprunteur ne pourrait s'acquitter de la totalité de ses obligations de paiement contractuelles, sauf si la concession est négligeable et s'il n'existe aucune autre indication de dépréciation. Les prêts renégociés demeurent dans les prêts douteux jusqu'à ce qu'il y ait suffisamment d'éléments probants démontrant que le risque de non-réalisation des flux de trésorerie futurs a grandement baissé et qu'il n'existe aucune autre indication de dépréciation.

La direction est d'avis que cette nouvelle approche reflète mieux la nature des risques et la qualité du crédit intrinsèque du portefeuille de prêts puisqu'elle impose des exigences plus strictes quant au rendement que se doivent d'afficher les prêts renégociés avant de pouvoir être présentés comme n'étant plus douteux. La méthode révisée influe sur le mode de présentation des prêts douteux, mais ne touche en rien la méthode comptable suivie pour la comptabilisation des comptes de correction de valeur qui est décrite à la note 2 f), aux pages 77 à 79, du Rapport et états financiers annuels 2012 et, par conséquent, n'influe nullement sur le compte de résultat.

Pour le trimestre à l'étude, les données sur les prêts douteux qui sont présentées à la rubrique « Qualité du crédit des actifs financiers » du rapport de gestion, à la page 19, ont été établies au moyen de la méthode révisée de présentation des prêts douteux. Le solde des prêts douteux du secteur du crédit à la consommation, soit 164 millions de dollars au 31 mars 2013 (191 millions de dollars au 31 décembre 2012 et 260 millions de dollars au 31 mars 2012), représente la principale différence au chapitre de la présentation.

- iii) En raison de l'évolution des pratiques du marché par suite de changements d'ordre réglementaire et comptable ainsi que des faits nouveaux touchant l'ensemble du marché, la banque a revu sa méthode d'estimation des ajustements d'évaluation créditeurs et débiteurs des dérivés en date du 1^{er} janvier 2013. Antérieurement, la probabilité de défaut (la « PD ») servant au calcul des ajustements d'évaluation créditeurs était fondée sur une notation de crédit de la contrepartie établie à l'interne et tenait compte du degré dans lequel cette notation pouvait se détériorer durant le terme de l'exposition, ce qui était déterminé au moyen de matrices de transition des notations historiques. La méthode révisée optimise l'utilisation de PD fondées sur des données de marché observables, tels les écarts de swaps sur défaillance. Lorsque de tels écarts ne sont pas disponibles, les PD sont estimées en fonction des pratiques du marché, ce qui exige de tenir compte de données pertinentes, dont celles provenant d'indices de swaps sur défaillance et de matrices de transition des notations historiques. En outre, la banque a harmonisé sa méthode d'estimation des ajustements d'évaluation débiteurs avec celle qu'elle emploie pour les ajustements d'évaluation créditeurs. La banque a toujours considéré que son propre risque de crédit

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

représentait un écart nul, et c'est pourquoi elle n'a pas ajusté ses passifs liés aux dérivés en fonction de son propre risque de crédit.

c) Utilisation d'estimations et recours à des hypothèses

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et à des hypothèses concernant des événements futurs. L'établissement d'estimations fait inévitablement intervenir l'utilisation de renseignements disponibles et le recours à des jugements. Les résultats réels qui seront obtenus dans l'avenir pourraient différer des estimations à partir desquelles l'information financière a été préparée. La direction est d'avis que les méthodes comptables critiques de la banque pour lesquelles un jugement doit nécessairement être posé sont celles qui ont trait à la dépréciation des prêts et des avances ainsi qu'à l'évaluation des instruments financiers, tel qu'il est décrit à la note 2, aux pages 76 à 79, du Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

d) Consolidation

Les états financiers consolidés de la banque comprennent ses états financiers et ceux de ses filiales au 31 mars 2013. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 1 d), à la page 72, du Rapport et états financiers annuels 2012.

e) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont indiqués à la note 1 f) afférente aux états financiers consolidés figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

2 Résumé des principales méthodes comptables et méthodes comptables critiques

Exception faite de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun changement important n'a été apporté aux méthodes comptables de la banque décrites dans la note 2, aux pages 75 à 87, du Rapport et états financiers annuels 2012.

a) IAS 19 – Avantages du personnel

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel*, (l'« IAS 19 modifiée ») et l'a appliquée de façon rétrospective. Le remplacement des charges d'intérêts et du rendement attendu des actifs des régimes par une composante de coût financier comprenant les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies constitue l'incidence la plus importante pour la banque. Cette composante de coût financier est déterminée en appliquant à l'actif ou au passif net au titre des prestations définies le même taux d'actualisation que celui utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies. L'écart entre le rendement réel des actifs des régimes et le rendement inclus dans la composante de coût financier au compte de résultat est présenté dans les autres éléments du résultat global. Ce changement a pour effet d'accroître la charge de retraite du montant de l'écart entre le rendement prévu actuel des actifs des régimes et leur rendement calculé en appliquant le taux d'actualisation approprié. Cependant, ce changement n'a aucune répercussion sur les actifs des régimes puisque l'écart entre leur rendement attendu et leur rendement réel est constaté par voie de l'état du résultat global et n'a pas non plus d'incidence importante sur les passifs des régimes.

De plus, les montants au titre des droits non acquis relatifs à des faits liés aux services passés ne sont plus amortis et comptabilisés au compte de résultat sur la durée d'acquisition des droits, mais sont plutôt comptabilisés intégralement à la date du fait lié aux services passés en tant que montant passé en charges ou crédité au résultat.

L'incidence estimée de l'adoption de cette norme correspond à une hausse d'environ 10 millions de dollars du total des charges opérationnelles de l'exercice 2013. En outre, comme cette norme devait être appliquée de manière rétrospective, les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2013 ont été majorés de 14 millions de dollars, après impôt, en lien avec les profits sur les services passés comptabilisés au cours d'exercices antérieurs qui avaient été différés antérieurement et n'avaient pas encore été constatés en tant que réduction des coûts. Les états financiers de 2012 ont été retraités au moyen d'un ajustement visant à hausser de 16 millions de dollars, après impôt, les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2012, de 9 millions de dollars (soit environ 2 millions de dollars par trimestre) les coûts de 2012 et de 7 millions de dollars (5 millions de dollars après impôt) les autres éléments du résultat global.

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Ce qui suit indique l'incidence sur les résultats non distribués qu'a eue l'adoption de cette norme.

Résultats non distribués au 1^{er} janvier

	2013 (en millions de dollars)	2012 (en millions de dollars)
Résultats non distribués déjà établis	2 680	2 363
Changement de méthode comptable	14	16
Résultats non distribués retraités	2 694	2 379

b) IFRS 10 – États financiers consolidés et IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, (l'« IFRS 10 ») et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, (l'« IFRS 12 ») et les a appliquées de manière rétrospective. Aux termes de l'IFRS 10, une méthode fondée sur la notion de pouvoir, de variabilité des rendements et des liens qui les unissent doit être employée pour déterminer, et ce, dans le cas de toutes les entités, si l'investisseur contrôle une entité émettrice. Cette méthode remplace l'approche antérieure, laquelle mettait l'accent sur le contrôle juridique ou l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'IFRS 12 comprend les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant aux filiales et aux entreprises associées et en impose de nouvelles en ce qui a trait aux entités structurées non consolidées.

La banque a établi que sa structure de consolidation demeurerait la même aux termes de l'IFRS 10 et, par conséquent, l'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

c) IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, (l'« IFRS 13 ») et l'a appliquée de manière prospective. L'IFRS 13 intègre, dans une même norme, les directives concernant toutes les évaluations de la juste valeur prescrites ou permises par les IFRS. La norme clarifie la définition de la juste valeur en tant que valeur de sortie, laquelle s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation et aux conditions prévalant sur le marché, et étoffe les informations à fournir au sujet de l'évaluation de la juste valeur.

L'adoption de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers déjà établis de la banque ni sur sa situation financière. Cependant et tel qu'il est indiqué à la note 13, la banque présente de nouvelles informations et en a modifié d'autres.

d) IAS 1 – Présentation des états financiers

En date du 1^{er} janvier 2013, la banque a adopté l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, (l'« IAS 1 ») aux fins de la présentation des autres éléments du résultat global et l'a appliquée de manière rétrospective.

En raison des changements prescrits par l'IAS 1, les éléments figurant dans l'état consolidé du résultat global sont regroupés selon qu'ils peuvent ou ne peuvent être reclassés en résultat net.

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste Rémunération et avantages du personnel inclut les composantes du coût net des prestations d'une période relatif aux régimes de retraite et aux régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque, comme suit :

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Régimes de retraite à prestations définies	5	5	1
Régimes de retraite à cotisations définies.....	7	11	11
Régimes de soins de santé et d'autres avantages postérieurs à l'emploi	3	2	3
	15	18	15

Tel qu'il est précisé à la note 2 ci-dessus, la composante liée aux régimes à prestations définies a été retraitée afin de refléter l'adoption de l'IAS 19 modifiée. Les évaluations actuarielles des régimes de retraite et des ententes d'avantages du personnel autres que de retraite de la banque sont effectuées annuellement. Les dernières évaluations actuarielles des régimes de retraite à prestations définies à des fins de capitalisation ont été menées en date du 31 décembre 2011.

4 Actifs détenus à des fins de transaction

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 mars 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties.....	1 602	571	1 149
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties.....	5 373	5 180	4 123
	6 975	5 751	5 272
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ¹⁾	2 600	1 622	1 753
Titres de créance	284	343	339
Total des titres de créance	2 884	1 965	2 092
Acceptations bancaires	2 582	2 157	2 590
Actifs détenus à des fins de transaction pour le compte de clients	1 202	1 186	262
Bons du Trésor et autres lettres de change admissibles	274	405	308
Titres de capitaux propres.....	33	38	20
	6 975	5 751	5 272

1) Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

5 Dérivés

Pour obtenir une description détaillée des types de dérivés et de leur utilisation par la banque, il y a lieu de se reporter à ses méthodes comptables paraissant à la note 2, aux pages 75 à 87, et à la note 11, aux pages 105 à 111, du Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

Juste valeur des dérivés selon le type de contrat détenu :

	Au 31 mars 2013					
	Actifs			Passifs		
	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Dérivés de change	871	258	1 129	826	5	831
Dérivés de taux d'intérêt.....	493	268	761	443	136	579
Contrats sur marchandises	28	–	28	28	–	28
Total brut des justes valeurs.....	1 392	526	1 918	1 297	141	1 438

	Au 31 mars 2012					
	Actifs			Passifs		
	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Dérivés de change	987	114	1 101	903	–	903
Dérivés de taux d'intérêt.....	437	365	802	388	160	548
Contrats sur marchandises	60	–	60	60	–	60
Total brut des justes valeurs.....	1 484	479	1 963	1 351	160	1 511

	Au 31 décembre 2012					
	Actifs			Passifs		
	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Utilisés à des fins de couverture (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Dérivés de change	756	182	938	693	10	703
Dérivés de taux d'intérêt.....	530	282	812	484	168	652
Contrats sur marchandises	60	–	60	60	–	60
Total brut des justes valeurs.....	1 346	464	1 810	1 237	178	1 415

Dérivés détenus à des fins de transaction

Montants contractuels notionnels des dérivés détenus à des fins de transaction par type de produit

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 mars 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Dérivés de change	69 769	52 605	65 583
Dérivés de taux d'intérêt.....	30 713	31 641	35 510
Contrats sur marchandises	297	473	561
Total des dérivés	100 779	84 719	101 654

Les montants notionnels ou contractuels de ces instruments indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas de montants à risque.

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Instruments de couverture

Montants contractuels notionnels des dérivés détenus à des fins de couverture par type de produit

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 31 décembre 2012	
	Couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Couverture de la juste valeur (en millions de dollars)	Couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Couverture de la juste valeur (en millions de dollars)	Couverture de flux de trésorerie (en millions de dollars)	Couverture de la juste valeur (en millions de dollars)
Dérivés de taux d'intérêt...	2 369	–	1 919	–	2 300	–
Dérivés de change	22 005	5 546	23 800	3 770	22 561	4 294
Total des dérivés	24 374	5 546	25 719	3 770	24 861	4 294

Juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 31 décembre 2012	
	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)
Dérivés de taux d'intérêt	15	73	15	71	8	94

Profits ou pertes attribuables à la variation de la juste valeur des couvertures de la juste valeur

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Profits/(pertes)			
sur les instruments de couverture	14	43	(16)
sur les éléments couverts attribuables au risque couvert.....	(13)	(43)	17

Les profits et les pertes sur les portions inefficaces des couvertures de la juste valeur sont comptabilisés immédiatement dans les produits de négociation nets.

Juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie

	Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 31 décembre 2012	
	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)	Actifs (en millions de dollars)	Passifs (en millions de dollars)
Dérivés de change	258	5	114	–	182	10
Dérivés de taux d'intérêt.....	253	62	351	89	273	75

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

6 Placements financiers

Les placements financiers se composent des éléments suivants :

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 mars 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Placements financiers			
qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties...	19 498	20 168	19 661
qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties.....	474	182	749
	19 972	20 350	20 410
Titres disponibles à la vente			
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ¹⁾	13 911	13 130	13 429
Obligations de gouvernements étrangers ¹⁾	2 555	3 217	2 999
Bons du Trésor et autres lettres de change admissibles.....	2 007	2 351	2 308
Titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières....	1 494	1 626	1 666
Autres titres de créance	5	26	8
	19 972	20 350	20 410

1) Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

7 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 mars 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Autres passifs – positions vendeur nettes	2 226	1 267	1 644
Passifs détenus à des fins de transaction pour le compte de clients.....	1 548	1 370	916
Passifs détenus à des fins de transaction à régler à d'autres banques	207	346	55
Autres titres de créance émis	46	78	57
	4 027	3 061	2 672

8 Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 mars 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Titres de créance émis.....	–	575	–
Débiteures subordonnées	438	427	436
	438	1 002	436

Au 31 mars 2013, la valeur comptable des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur dépassait de 38 millions de dollars (de 34 millions de dollars au 31 mars 2012 et de 36 millions de dollars au 31 décembre 2012) le montant contractuel à l'échéance. Au 31 mars 2013, le cumul des variations de la juste valeur attribuables aux changements du risque de crédit représentait un profit de 4 millions de dollars (profit de 19 millions de dollars au 31 mars 2012 et profit de 7 millions de dollars au 31 décembre 2012).

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

9 Note afférente au tableau des flux de trésorerie

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt			
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail.....	–	(84)	(4)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.....	9	15	10
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	4	4	2
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	56	48	33
Charge au titre des régimes à prestations définies	5	5	1
	74	(12)	42
Variation des actifs opérationnels			
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir.....	(62)	(17)	97
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(543)	(715)	253
Variation des prêts et avances à des clients	(487)	(1 086)	704
Variation des autres actifs	(493)	(418)	12
	(1 585)	(2 236)	1 066
Variation des passifs opérationnels			
Variation des charges à payer et des produits différés.....	(12)	(21)	(63)
Variation des dépôts effectués par des banques.....	57	110	(186)
Variation des comptes des clients	(120)	423	591
Variation des titres de créance émis.....	1 740	679	(2 084)
Variation des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	2	(4)	(564)
Variation des autres passifs	551	(464)	(106)
	2 218	723	(2 412)
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale.....	62	141	56
Effets en cours de compensation auprès (en transit vers) d'autres banques, montant net	66	(269)	19
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	2 742	1 546	1 480
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins.....	88	487	198
	2 958	1 905	1 753
Intérêts			
Intérêts payés	122	147	282
Intérêts reçus.....	457	582	622

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

10 Passifs éventuels, engagements contractuels et garanties

	Au 31 mars 2013 (en millions de dollars)	Au 31 mars 2012 (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Garanties et autres passifs éventuels			
Garanties et lettres de crédit irrévocables données comme garantie additionnelle ..	3 379	2 762	3 083
Engagements			
Lettres de crédit documentaire et transactions liées au commerce international à court terme	628	547	627
Marges de crédit, crédits de soutien et autres engagements de prêts formels inutilisés ¹⁾	35 299	36 683	36 291
	35 927	37 230	36 918

1) Selon l'échéance contractuelle initiale.

Poursuites

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque ait à faire face à un certain nombre de poursuites. De l'avis de la direction, les conséquences de telles poursuites, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'influence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur ses résultats opérationnels consolidés.

11 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats selon ses principaux groupes de clients. L'information relative à chaque secteur paraît dans le rapport de gestion ainsi qu'aux pages 97 à 101 du Rapport et états financiers annuels 2012. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des groupes de clients. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux groupes qui réalisent ces produits. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées aux groupes de clients au moyen de formules d'attribution appropriées. Les produits d'intérêts nets des groupes de clients reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des groupes de clients, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes et des monnaies concernées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les chiffres sectoriels des services bancaires internationaux et marchés.

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Services bancaires de détail et gestion de patrimoine			
Produits d'intérêts nets	89	105	82
Produits de commissions nets.....	43	42	44
Produits de négociation nets.....	4	3	3
Autres produits opérationnels.....	3	2	4
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail	–	76	4
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	139	228	137
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	(7)	(6)	(8)
Résultat opérationnel net	132	222	129
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)	(118)	(128)	(126)
Charges de restructuration.....	–	(2)	–
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	14	92	3

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
<i>Services aux entreprises</i>			
Produits d'intérêts nets	161	180	177
Produits de commissions nets.....	75	71	77
Produits de négociation nets.....	8	8	6
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s.....	2	5	(40)
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	246	264	220
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	(39)	(11)	(6)
Résultat opérationnel net	207	253	214
Total des charges opérationnelles.....	(88)	(97)	(97)
Bénéfice opérationnel	119	156	117
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	4	1	3
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	123	157	120
<i>Services bancaires internationaux et marchés</i>			
Produits d'intérêts nets	42	46	40
Produits de commissions nets.....	18	19	24
Produits de négociation nets.....	37	22	28
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	33	17	3
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s.....	–	(1)	1
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail	–	8	–
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	130	111	96
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	2	–	–
Résultat opérationnel net	132	111	96
Total des charges opérationnelles.....	(29)	(25)	(27)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	103	86	69
<i>Crédit à la consommation</i>			
Produits d'intérêts nets	52	73	57
Produits de commissions nets.....	10	11	9
Profit sur la vente de la division des services de courtage de plein exercice de détail	2	–	1
Autres produits opérationnels.....	1	2	1
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	65	86	68
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	(12)	(31)	(19)
Résultat opérationnel net	53	55	49
Total des charges opérationnelles (compte non tenu des charges de restructuration)	(18)	(38)	(19)
Charges de restructuration.....	–	(34)	–
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	35	(17)	30

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
<i>Autres</i>			
Produits d'intérêts nets	(8)	(6)	(8)
Produits de négociation nets.....	8	7	8
Perte nette liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur	(3)	(14)	(3)
Autres produits opérationnels.....	7	5	8
Résultat opérationnel net	4	(8)	5
Total des charges opérationnelles.....	(10)	(20)	(9)
Perte avant la charge d'impôt sur le résultat	(6)	(28)	(4)

Autres renseignements au sujet du bénéfice/(de la perte) pour le trimestre

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (en millions de dollars)	Services aux entreprises (en millions de dollars)	Services bancaires internationaux et marchés (en millions de dollars)	Crédit à la consommation (en millions de dollars)	Autres (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Trimestre clos le						
31 mars 2013						
Résultat opérationnel net	132	207	132	53	4	528
Externe	161	205	105	53	4	528
Intersectoriel	(29)	2	27	–	–	–
Trimestre clos le						
31 mars 2012						
Résultat opérationnel net	222	253	111	55	(8)	633
Externe	254	237	95	55	(8)	633
Intersectoriel	(32)	16	16	–	–	–
Trimestre clos le						
31 décembre 2012						
Résultat opérationnel net	129	214	96	49	5	493
Externe	170	201	66	51	5	493
Intersectoriel	(41)	13	30	(2)	–	–

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Données tirées de l'état de la situation financière

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (en millions de dollars)	Services aux entreprises (en millions de dollars)	Services bancaires internationaux et marchés (en millions de dollars)	Crédit à la consommation (en millions de dollars)	Autres (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Au 31 mars 2013						
Prêts et avances à des clients (montant net)	23 352	16 359	6 234	1 422	(1 364)	46 003
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	4 503	589	–	–	5 092
Total des actifs	24 265	21 682	37 994	1 833	(1 390)	84 384
Comptes des clients.....	20 746	19 548	7 909	1	(20)	48 184
Acceptations.....	–	4 503	589	–	–	5 092
Total des passifs.....	24 077	24 514	29 825	1 360	(840)	78 936
Au 31 mars 2012						
Prêts et avances à des clients (montant net)	24 661	15 166	5 077	2 327	(1 836)	45 395
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	3 616	740	–	–	4 356
Total des actifs	25 821	19 704	34 703	2 479	(1 985)	80 722
Comptes des clients.....	20 568	19 088	7 417	1	(37)	47 037
Acceptations.....	–	3 616	740	–	–	4 356
Total des passifs.....	23 384	23 098	28 415	2 106	(1 469)	75 534
Au 31 décembre 2012						
Prêts et avances à des clients (montant net)	23 755	16 367	5 411	1 497	(1 458)	45 572
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	3 982	755	–	–	4 737
Total des actifs	24 467	21 055	34 768	2 045	(1 621)	80 714
Comptes des clients.....	20 225	20 291	7 818	1	(31)	48 304
Acceptations.....	–	3 982	755	–	–	4 737
Total des passifs.....	23 520	24 735	26 553	1 599	(1 069)	75 338

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

12 Transactions entre parties liées

Les montants présentés ci-dessous comprennent les transactions entre la banque et HSBC Holdings, y compris d'autres filiales de HSBC Holdings. Les transactions indiquées ont été effectuées dans le cadre normal des activités et étaient assorties des mêmes modalités, incluant les taux d'intérêt et les sûretés, que celles de transactions comparables intervenues avec des contreparties qui sont des tierces parties.

Transactions entre la banque et HSBC Holdings, y compris d'autres filiales de HSBC Holdings

	Trimestre clos le		
	31 mars 2013 (en millions de dollars)	31 mars 2012 (en millions de dollars)	31 décembre 2012 (en millions de dollars)
Compte de résultat			
Produits d'intérêts	9	3	2
Charges d'intérêts	(15)	(18)	(18)
Produits de commissions	–	(3)	–
Charges de commissions	(3)	(8)	(3)
Autres produits opérationnels	24	22	22
Charges générales et administratives	(11)	(12)	(13)

Les soldes à payer à la banque et à des sociétés affiliées du Groupe HSBC en Europe ou à recevoir de celles-ci sont présentés sous la rubrique « Expositions au risque en Europe » figurant à la page 22 du rapport de gestion. Les autres soldes n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux présentés dans le Rapport et états financiers annuels 2012 de la banque.

13 Juste valeur des instruments financiers

Cadre de contrôle

Tel qu'il est indiqué à la note 2 ci-dessus, la banque a adopté l'IFRS 13 en date du 1^{er} janvier 2013. Même si cette norme comporte une définition actualisée de la juste valeur, la méthode qu'employait la banque reflétait déjà les principes énoncés dans cette norme. Par conséquent, son adoption n'a eu aucune incidence sur le bénéfice déjà constaté ni sur les actifs ou passifs déjà inscrits.

Base d'évaluation des actifs et des passifs évalués à la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la hiérarchie de la juste valeur qui a servi à mesurer les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés.

	Techniques d'évaluation			
	Niveau 1 : Cours du marché (en millions de dollars)	Niveau 2 : Données observables (en millions de dollars)	Niveau 3 : Données non observables importantes (en millions de dollars)	Total (en millions de dollars)
Au 31 mars 2013				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 103	2 872	–	6 975
Dérivés	–	1 871	47	1 918
Placements financiers disponibles à la vente	17 411	2 556	5	19 972
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 484	477	66	4 027
Passifs financiers à la juste valeur	–	438	–	438
Dérivés	–	1 391	47	1 438

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Les actifs non financiers évalués à la juste valeur comprennent les actifs des régimes de retraite. L'évaluation de la majeure partie de ces derniers relève du niveau 1 et un montant négligeable a été classé dans le niveau 2 ou le niveau 3. La valeur constatée à l'égard des actifs des régimes de retraite était de 438 millions de dollars au 31 mars 2013, ce qui a réduit l'obligation nette au titre des régimes de retraite prise en compte dans les passifs au titre des prestations de retraite. Aucun passif non financier n'est évalué à la juste valeur.

Rapprochement des évaluations de la juste valeur de niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

	Actifs			Passifs		
	Disponibles à la vente (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Dérivés (en millions de dollars)	Détenus à des fins de transaction (en millions de dollars)	Désignés comme étant à la juste valeur (en millions de dollars)	Dérivés (en millions de dollars)
Au 1 ^{er} janvier 2013.....	9	–	5	49	–	7
Total des profits ou pertes constatés dans le résultat net.....	2	–	42	2	–	40
Émissions	–	–	–	15	–	–
Règlements.....	(6)	–	–	–	–	–
Transferts sortants	–	–	–	–	–	–
Au 31 mars 2013.....	5	–	47	66	–	47
Total des profits ou pertes constatés dans le résultat net et liés aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	–	–	42	2	–	40

Au cours du premier trimestre de 2013, il n'y a pas eu de transferts importants entre le niveau 1 et le niveau 2.

Les profits et pertes réalisés et latents des actifs et passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction sont présentés au compte de résultat, sous Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets. Les variations de la juste valeur de la dette à long terme désignée comme étant à la juste valeur et des dérivés connexes sont présentées au compte de résultat, dans les variations de la juste valeur de la dette à long terme émise et des dérivés connexes. Le poste Profit net lié/(perte nette liée) aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur du compte de résultat rend compte des fluctuations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur et des dérivés connexes.

Les profits et pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente sont présentés au poste Profits diminués des pertes liés aux placements financiers au compte de résultat, tandis que leurs profits et pertes latents sont inscrits à titre de Profits/(pertes) sur la juste valeur transférés aux capitaux propres au poste Placements disponibles à la vente des autres éléments du résultat global.

Justes valeurs des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les justes valeurs, à la date de clôture, des actifs et des passifs indiqués ci-dessous sont estimées à des fins de présentation comme suit :

i) Prêts et avances à des banques et à des clients

La juste valeur des prêts et des avances est fondée sur des transactions observables sur le marché, s'il en est. En l'absence de telles transactions, la juste valeur est estimée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés. Les prêts productifs sont regroupés, dans la mesure du possible, en lots homogènes selon leur échéance et leur taux d'intérêt nominal. En règle générale, les flux de trésorerie contractuels sont actualisés à partir de l'estimation faite par la banque du taux d'actualisation qu'utiliserait un intervenant du marché pour évaluer des instruments présentant des caractéristiques semblables sur le plan des échéances, des révisions de taux et du risque de crédit.

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

La juste valeur d'un portefeuille de prêts tient compte des charges de dépréciation liées aux prêts à la date de clôture et des estimations des attentes des intervenants du marché quant aux pertes de crédit sur la durée de vie des prêts. En ce qui a trait aux prêts douteux, la juste valeur est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs pendant la période au cours de laquelle ils devraient être recouvrés.

ii) Dépôts effectués par des banques et comptes des clients

Aux fins de l'estimation de la juste valeur, les dépôts effectués par des banques et les comptes des clients sont regroupés selon leur durée résiduelle. Les justes valeurs sont estimées à l'aide de flux de trésorerie actualisés auxquels sont appliqués les taux courants offerts pour les dépôts ayant des durées résiduelles semblables. Il est présumé que la juste valeur d'un dépôt remboursable à vue correspond au montant payable à vue à la date de clôture.

iii) Titres de créance émis et créances subordonnées

Les justes valeurs sont établies à l'aide des cours du marché à la date de clôture, s'ils sont disponibles, ou au moyen des cours du marché d'instruments semblables.

Les justes valeurs indiquées dans la présente note sont établies à une date précise et pourraient différer considérablement des montants qui seront réellement payés à la date d'échéance ou de règlement des instruments. Dans nombre de cas, il serait impossible de réaliser immédiatement les justes valeurs estimées étant donné la taille des portefeuilles évalués.

Pour toutes les catégories d'instruments financiers, la juste valeur représente le produit de la valeur d'un seul instrument par le nombre d'instruments détenus.

Le tableau suivant dresse la liste des instruments financiers dont la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur en raison, par exemple, du fait qu'ils sont à court terme ou que leur taux est souvent révisé de sorte à correspondre aux taux courants du marché :

Actifs	Passifs
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale	Effets en transit vers d'autres banques
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques	Acceptations
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	Créances à court terme figurant dans le poste Autres
Créances à court terme figurant dans le poste Autres actifs	passifs
Produits à recevoir	Charges à payer

Justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière

	31 mars 2013	
	Valeur comptable (en millions de dollars)	Juste valeur (en millions de dollars)
Actifs		
Prêts et avances à des banques	2 742	2 742
Prêts et avances à des clients.....	46 003	46 158
Passifs		
Dépôts effectués par des banques	2 230	2 230
Comptes des clients.....	48 184	48 307
Titres de créance émis.....	13 720	13 984
Créances subordonnées	326	298

Notes afférentes aux états financiers (non audité) (suite)

Les justes valeurs des instruments financiers ont été classées au moyen des données de niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Les sections auditées paraissant sous la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion, aux pages 33 à 62, du Rapport et états financiers annuels 2012, fournissent davantage de renseignements sur la gestion de la liquidité et des sources de financement de la banque.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'est survenu aucun événement important après la date de clôture de la période qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers du 31 mars 2013.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le comité d'audit et de gestion des risques le 8 mai 2013, et leur publication a été approuvée.